

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 96**24 janvier 2004****SOMMAIRE**

Abbananza Holding S.A., Luxembourg	4605	Karlan International S.A.H., Luxembourg	4605
Abyss Partner, S.à r.l., Bertrange	4588	Katoen Natie Benelux S.A., Luxembourg	4595
Advanced Food Holding S.A., Luxembourg-Kirchberg	4588	Katoen Natie International S.A., Luxembourg	4599
Agape S.A., Luxembourg	4603	KBC Life Invest Fund	4562
Arbel International Holding S.A., Luxembourg	4606	KN Holding S.A., Luxembourg	4600
Argus Fund, Sicav, Luxembourg	4562	KSM Participations Mobilières et Immobilières S.A., Luxembourg	4607
Bilux, S.à r.l., Luxembourg	4588	Laver S.A.H., Luxembourg	4597
C.I.G.D. S.A., Consortium International de Gestion et de Développement, Luxembourg	4587	(The) LiquidityPlus Fund, Sicav, Luxembourg	4596
Calorilux, S.à r.l., Bettembourg	4589	Marco Belusa S.A., Luxembourg	4606
Canon Luxembourg S.A., Howald	4589	Marvet International Holding S.A., Luxembourg	4605
Capital Strategy S.A., Luxembourg	4591	Monastar S.A., Luxembourg	4598
Clervaux Participations S.A., Luxembourg	4591	Nikky Investments S.A., Luxembourg	4597
Daleima S.A., Luxembourg	4591	Optima Conseil S.A., Luxembourg	4566
DB Funds, Sicav, Luxembourg	4601	Palandis Investment S.A.H., Luxembourg	4603
Districal S.A., Luxembourg	4608	Perpignan S.A.H., Luxembourg	4597
Dorzine Finance S.A., Luxembourg	4587	Risque Gestion S.A.H., Luxembourg	4594
DWS FlexPension, Sicav, Luxembourg	4600	Risque Gestion S.A.H., Luxembourg	4595
DWS Funds, Sicav, Luxembourg	4600	Seven Seas S.A., Luxembourg	4588
Dynamic Funds, Sicav, Luxembourg	4599	Silver Star S.A., Luxembourg	4587
Egis Lux, S.à r.l., Luxembourg	4593	Spitar Holding S.A., Luxembourg	4604
Egis Lux, S.à r.l., Luxembourg	4594	Spring Multiple 2000 A S.C.A., Luxembourg	4602
Erdan S.A.H. Luxembourg	4607	Spring Multiple 2000 B S.C.A., Luxembourg	4602
Euresa Holding S.A., Luxembourg	4565	Spring Multiple 2000 S.C.A., Luxembourg	4602
Fonik S.A.H., Luxembourg	4604	Sunfinex Holding S.A., Luxembourg	4597
FPM Funds, Sicav, Luxembourg	4598	Tahc S.A., Luxembourg	4603
Frazil S.A.H., Luxembourg	4604	Teslin Holdings Inc., Luxembourg Branch, S.à r.l., Luxembourg	4568
Frobi, S.à r.l., Pétange	4589	Teslin Holdings Inc., Luxembourg Branch, S.à r.l., Luxembourg	4569
Fun International Holding S.A., Luxembourg	4605	Teslin Holdings Inc., Luxembourg Branch, S.à r.l., Luxembourg	4573
Global Brands S.A., Luxembourg	4607	Value Star, Sicav, Luxembourg	4598
Helkin International Holding S.A., Luxembourg	4606	Wiarg International Holding S.A., Luxembourg	4606
ING Private Equity Sicav, Luxembourg	4601		
Jacob, S.à r.l., Luxembourg	4608		
Janek Holding S.A., Luxembourg	4604		

KBC LIFE INVEST FUND, Fonds Commun de Placement.*Modifications du Règlement de Gestion***Chapitre 1. Le Fonds**

1.4. Il y a lieu de supprimer la phrase suivante:

«A chaque ouverture d'un compartiment correspond l'émission d'une nouvelle catégorie de parts.»

et d'ajouter:

«La Société de Gestion peut décider de créer des catégories ou sous-catégories des parts à l'intérieur d'un compartiment selon les conditions décrites sous le Chapitre 7.»

Chapitre 2. La Société de Gestion

2.4. Il y a lieu de remplacer la phrase suivante:

Cette commission ne peut pas dépasser 1% de la moyenne des valeurs nettes d'inventaire de chaque compartiment pour les compartiments dont la politique d'investissement prévoit le placement de leurs actifs majoritairement dans d'autres OPC.

par:

Cette commission ne peut pas dépasser 2% de la moyenne des valeurs nettes d'inventaire de chaque compartiment pour les compartiments dont la politique d'investissement prévoit le placement de leurs actifs majoritairement dans d'autres OPC.

Chapitre 4.2.1. Objectifs et politiques d'investissement en général

Il y a lieu d'ajouter la phrase suivante:

«Les valeurs mobilières et autres valeurs dans lesquelles la Société de Gestion peut investir sont décrites dans le prospectus disponible au siège social de la Société de Gestion.»

Chapitre 7. Les parts

Il y a lieu d'ajouter le texte suivant à la fin du chapitre:

«A l'intérieur de chaque compartiment, la Société de Gestion est habilitée à créer différentes catégories et/ou sous-catégories qui peuvent être caractérisées par leur niveau de commissions de gestion et de conseil.

Lorsque, à l'intérieur d'un compartiment, plusieurs catégories et/ou sous-catégories sont constituées, toutes les dispositions du présent règlement applicables aux compartiments, s'appliquent mutatis mutandis à chacune des catégories et/ou sous-catégories. Là où il est requis, le terme catégorie fait également référence au terme sous-catégorie.

Les détails relatifs aux différentes catégories et sous-catégories existantes seront compris dans le prospectus.»

Chapitre 13. Commissions et frais à la charge du Fonds

Au point 13.1.2.: Il y a lieu de remplacer la commission du Conseiller en investissement de 1% par 2%.

Le 1^{er} décembre 2003.

KBC LIFE FUND MANAGEMENT S.A. / KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE

- / Banque Dépositaire

S. Duchateau, L. Vanderhaegen / S. Ries, S. D'Orazio

-, - / Fondé de Pouvoir, Fondé de Pouvoir Principal

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2004, réf. LSO-AM01507. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(002181.2//41) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2004.

ARGUS FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 42.608.

L'an deux mille trois, le trois décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg),

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société d'investissement à capital variable ARGUS FUND, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 42.608, constituée suivant acte reçu par Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg, en date du 7 janvier 1993, publié au Mémorial numéro 100 du 3 mars 1993, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Christine Doerner, prénommée, en date du 18 mai 1995, publié au Mémorial C numéro 426 du 2 septembre 1995.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Vincent Petit-Jean, employé privé, demeurant à Mamer.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Michèle Berger, employée de banque, demeurant à Arlon.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Sylvia Sillitti, employée de banque, demeurant à Thionville.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que sur cent dix mille quatre cent quatre-vingt-seize virgule quatre cent quatre-vingt-quatorze (110.496,494) actions en circulation quatre-vingt-dix-sept mille deux cent trente virgule quatre

cent quatre-vingt-quatorze (97.230,494) actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que la présente assemblée a été convoquée par des lettres recommandées envoyées à tous les actionnaires nominatifs en date du 14 novembre 2003.

IV.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

I. Modifications statutaires

Introduction de sous-catégories d'actions:

1. Modification de l'Article 5 des statuts afin d'introduire des sous-catégories d'actions et insertion en conséquence d'un nouveau paragraphe ayant la teneur suivante après le dernier paragraphe de cet Article:

«Le Conseil d'Administration peut également décider de créer pour chaque catégorie d'actions deux ou plusieurs sous-catégories dont les avoirs seront généralement investis suivant la politique d'investissement spécifique de la catégorie concernée mais où les sous-catégories peuvent se distinguer notamment par des structures de commission de souscription et/ou de remboursement spécifique, par des politiques de couverture de risque de change spécifiques, par des politiques de distribution spécifiques et/ou par des commissions de gestion ou de conseil spécifiques ou par d'autres spécificités applicables à chaque sous-catégorie. Le cas échéant, ces informations sont précisées en annexe au prospectus de la Société.»

2. Modification des Articles 11, 21 §1, 21 §6, 22 §1, 23, 24, 25, 26 et 28 des statuts afin de remplacer les références aux «catégorie» par «catégorie / sous-catégorie».

3. Insertion d'un paragraphe 7 au sein de l'Article 21 des statuts:

«Le Conseil d'Administration pourra toutefois interdire les conversions entre sous-catégories d'actions auquel cas cela devra être précisé au sein du prospectus de la Société.»

Suppression de la solidarité entre les compartiments:

4. Modification de la fin de point c) du C de l'Article 23 des statuts afin de supprimer la solidarité entre les compartiments et en conséquence de manière à lire:

«... cet engagement sera attribué à la masse en question et n'engagera pas la Société toute entière;», au lieu de « ... cet engagement sera attribué à la masse en question étant entendu cependant que tous les engagements, quelle que soit la masse à laquelle ils sont attribués, engageront la Société toute entière, sauf accord contraire avec les créanciers;».

Introduction des fusions par décision du Conseil d'Administration:

5. Modification de l'Article 5 des statuts afin de permettre au Conseil d'Administration de décider de la fusions entre catégories / sous-catégories d'actions et insertion en conséquence des paragraphes suivants à la fin de cet Article:

«Si le total des avoirs nets d'un compartiment devient inférieur à l'équivalent de 10.000.000,- CHF, ou si un changement dans la situation économique ou politique concernant un compartiment le justifie, le Conseil d'Administration peut décider de fermer un compartiment en le fusionnant dans un autre compartiment. En outre une telle fusion peut être décidée par le Conseil d'Administration si les intérêts des actionnaires des compartiments concernés le justifient. Auquel cas les règles d'informations et de publication telles que définies ci-dessous seront applicables.

De même, si le total des avoirs nets d'une sous-catégorie d'action devient inférieur à l'équivalent de 3.000.000,- CHF, le Conseil d'Administration peut décider de fermer cette sous-catégorie d'action en la fusionnant dans une autre sous-catégorie d'action, respectivement dans un autre compartiment.

La décision de fusion est publiée et notifiée aux actionnaires concernés avant l'entrée en vigueur de la fusion et la publication ou la notification indiquera les raisons et la procédure des opérations de fusion et contiendra les informations sur le nouveau compartiment. Cette publication ou notification sera faite au moins un mois avant la date à laquelle la fusion devient effective afin de donner aux actionnaires la possibilité de demander le rachat de leurs actions, sans frais, avant que l'opération de fusion ne devienne effective.»

Autres modifications statutaires:

6. Modification de l'Article 5 des statuts afin de remplacer la référence au capital minimum de «50.000.000,- de francs luxembourgeois» par «EUR 1.250.000,-».

7. Modification de l'Article 17 des statuts afin de remplacer «BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A.» par « PICTET & CIE (EUROPE) S.A.».

8. Modification du dernier paragraphe de l'Article 21 par l'insertion de:

«ou si un changement dans la situation économique ou politique concernant un compartiment le justifie «après» à l'équivalent de 10.000.000,- CHF.»

9. Insertion du paragraphe suivant après le dernier paragraphe de l'Article 21:

Pareillement, si le total des avoirs nets d'une sous-catégorie d'action devient inférieur à l'équivalent de 3.000.000,- CHF, la décision de liquidation de cette sous-catégorie d'action peut être prise par le Conseil d'Administration si ce dernier considère que la liquidation de la sous-catégorie d'action sert les intérêts des actionnaires concernés.

10. Modification du début du point c) de l'Article 22 des statuts de manière à lire:

«lorsque les moyens de communication ...», au lieu de «lorsque les moyens de communication et de calcul ...».

11. Modification du début de la phrase de l'Article 25 des statuts de manière à lire:

«L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de la même année...», au lieu de «L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre l'année suivante ...».

II. Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Afin d'introduire des sous-catégories d'actions, l'assemblée décide de modifier l'Article 5 des statuts en y ajoutant un nouveau dernier alinéa ayant la teneur suivante:

«Art. 5. Nouveau dernier alinéa.

«Le Conseil d'Administration peut également décider de créer pour chaque catégorie d'actions deux ou plusieurs sous-catégories dont les avoirs seront généralement investis suivant la politique d'investissement spécifique de la catégorie concernée mais où les sous-catégories peuvent se distinguer notamment par des structures de commission de souscription et/ou de remboursement spécifique, par des politiques de couverture de risque de change spécifiques, par des politiques de distribution spécifiques et/ou par des commissions de gestion ou de conseil spécifiques ou par d'autres spécificités applicables à chaque sous-catégorie. Le cas échéant, ces informations sont précisées en annexe au prospectus de la Société.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier les Articles 11, 21 §1, 21 §6, 22 §1, 23, 24, 25, 26 et 28 des statuts afin d'y remplacer les références aux «catégorie» par «catégorie / sous-catégorie».

Troisième résolution

L'assemblée décide d'insérer un septième alinéa au sein de l'Article 21 des statuts ayant la teneur suivante:

«Art. 21. Nouveau septième alinéa.

Le Conseil d'Administration pourra toutefois interdire les conversions entre sous-catégories d'actions auquel cas cela devra être précisé au sein du prospectus de la Société.»

Quatrième résolution

Afin de supprimer la solidarité entre les compartiments, l'assemblée décide de modifier le point c) de l'alinéa C de l'Article 23 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 23. Point c) de l'alinéa C.

«c) lorsque la Société supporte un engagement qui est en relation avec un avoir d'une masse déterminée ou en relation avec une opération effectuée en rapport avec un avoir d'une masse déterminée, cet engagement sera attribué à la masse en question et n'engagera pas la Société toute entière;»

Cinquième résolution

Afin de permettre au Conseil d'Administration de décider de la fusions entre catégories / sous-catégories d'actions l'assemblée décide d'insérer les paragraphes suivants à la fin de Article 5 des statuts:

«Art. 5. Derniers alinéas.

Si le total des avoirs nets d'un compartiment devient inférieur à l'équivalent de 10.000.000,- CHF, ou si un changement dans la situation économique ou politique concernant un compartiment le justifie, le Conseil d'Administration peut décider de fermer un compartiment en le fusionnant dans un autre compartiment. En outre une telle fusion peut être décidée par le Conseil d'Administration si les intérêts des actionnaires des compartiments concernés le justifient. Auquel cas les règles d'informations et de publication telles que définies ci-dessous seront applicables.

De même, si le total des avoirs nets d'une sous-catégorie d'action devient inférieur à l'équivalent de 3.000.000,- CHF, le Conseil d'Administration peut décider de fermer cette sous-catégorie d'action en la fusionnant dans une autre sous-catégorie d'action, respectivement dans un autre compartiment.

La décision de fusion est publiée et notifiée aux actionnaires concernés avant l'entrée en vigueur de la fusion et la publication ou la notification indiquera les raisons et la procédure des opérations de fusion et contiendra les informations sur le nouveau compartiment. Cette publication ou notification sera faite au moins un mois avant la date à laquelle la fusion devient effective afin de donner aux actionnaires la possibilité de demander le rachat de leurs actions, sans frais, avant que l'opération de fusion ne devienne effective.»

Sixième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'Article 5 des statuts afin d'y remplacer la référence au capital minimum de «50.000.000,- de francs luxembourgeois» par «EUR 1.250.000,-»; cet alinéa aura désormais la teneur suivante:

«Art. 5. Premier alinéa. Le capital de la Société est représenté par des actions sans mention de valeur nominale et sera à tout moment égal à l'actif net total de la Société tel que défini par l'article 23 des présents statuts. Le capital minimum de la société, qui doit être atteint dans un délai de 6 mois à partir de la date à laquelle la Société a été autorisée en tant qu'organisme de placement collectif, est l'équivalent en Francs Suisses (CHF) de EUR 1.250.000,- ».

Septième résolution

L'assemblée décide de modifier l'Article 17 des statuts afin de remplacer «BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A.» par «PICTET & CIE (EUROPE) S.A.» et notamment de modifier le dernier alinéa de l'article dix-sept des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«Art. 17. Dernier alinéa.

Le terme «intérêt personnel» tel qu'il est utilisé à la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec PICTET & CIE (EUROPE) S.A., ou ses filiales ou sociétés affiliées, ou encore en rapport avec tout autre société ou entité juridique que le conseil d'administration pourra déterminer.»

Huitième résolution

L'assemblée décide de modifier le dernier alinéa de l'Article 21 pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 21. Dernier alinéa.

Si à un moment donné la Valeur Nette des avoirs d'une catégorie d'actions est inférieur à l'équivalent de 10.000.000,- CHF, ou si un changement dans la situation économique ou politique concernant un compartiment le justifie, le conseil d'administration peut décider de racheter toutes les actions de cette catégorie à leur valeur nette au jour où tous les avoirs de cette catégorie ont été réalisés.»

Neuvième résolution

L'assemblée décide d'insérer un nouveau dernier alinéa à l'article 21 des statuts ayant la teneur suivante:

«Art. 21. Nouveau dernier alinéa.

Pareillement, si le total des avoirs nets d'une sous-catégorie d'action devient inférieur à l'équivalent de 3.000.000,- CHF, la décision de liquidation de cette sous-catégorie d'action peut être prise par le Conseil d'Administration si ce dernier considère que la liquidation de la sous-catégorie d'action sert les intérêts des actionnaires concernés.»

Dixième résolution

L'assemblée décide de modifier le point c) de l'Article 22 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 22. Point c).

c) lorsque les moyens de communication qui sont nécessaires pour déterminer le prix ou la valeur des investissements correspondant à une catégorie d'actions ou les cours en bourse des avoirs correspondant à une catégorie d'actions, sont interrompues ou hors de service:»

Onzième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'Article 25 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 25. Premier alinéa.

L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de la même année.»
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant la présente minute.

Signé: V. Petit-Jean, M. Berger, S. Sillitti, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 12 décembre 2003, vol. 426, fol. 16, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 5 janvier 2004.

H. Hellinckx.

(001858.2/242/178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2004.

EURESA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 7, avenue Victor Hugo.

R. C. Luxembourg B 33.730.

L'an deux mille trois, le douze décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme EURESA HOLDING S.A., ayant son siège social à L-1750 Luxembourg, 7, avenue Victor Hugo, R.C. Luxembourg section B numéro 33.730, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, en date du 3 mai 1990, publié au Mémorial C numéro 404 du 30 octobre 1990, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par ledit notaire Henri Beck, en date du 28 juin 1994, publié au Mémorial C numéro 437 du 7 novembre 1994, suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 10 juillet 1997, publié au Mémorial C numéro 622 du 7 novembre 1997;

- en date du 18 juin 1998, publié au Mémorial C numéro 715 du 2 octobre 1998;

- en date du 25 septembre 2000, publié au Mémorial C numéro 790 du 27 octobre 2000;

et suivant acte reçu par Maître Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 16 mai 2003, publié au Mémorial C numéro 687 du 1^{er} juillet 2003.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à Echternach (Luxembourg).

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Marie Steffen, employé privé, demeurant à Schieren (Luxembourg).

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Nathalie Dumonceaux, employée privée, demeurant à Colpach-Haut.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Réduction du capital social à concurrence d'un montant de 2.558.425,- EUR, pour le ramener de son montant actuel de 12.558.425,- EUR à 10.000.000,- EUR par remboursement aux actionnaires et par annulation de 102.337 actions d'une valeur nominale de 25,- EUR.

2.- Modification afférente de l'article 3 des statuts.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de deux millions cinq cent cinquante-huit mille quatre cent vingt-cinq euros (2.558.425,- EUR), pour le ramener de son montant actuel de douze millions cinq cent cinquante-huit mille quatre cent vingt-cinq euros (12.558.425,- EUR) à dix millions d'euros (10.000.000,- EUR).

Cette réduction de capital est réalisée par remboursement du montant de deux millions cinq cent cinquante-huit mille quatre cent vingt-cinq euros (2.558.425,- EUR) aux actionnaires au prorata de leur participation actuelle dans le capital social et par annulation de cent deux mille trois cent trente-sept (102.337) actions de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent, à l'annulation de cent deux mille trois cent trente-sept (102.337) actions et au remboursement aux actionnaires, étant entendu que le remboursement ne peut avoir lieu que trente (30) jours après la publication du présent acte au Mémorial C.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article trois des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 3. Capital

Le capital de la société est fixé à dix millions d'euros (10.000.000,- EUR), représenté par quatre cent mille (400.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille trois cents euros.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Dostert, Steffen, Dumonceaux, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 décembre 2003, vol. 525, fol. 45, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 janvier 2004.

J. Seckler.

(003034.3/231/75) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2004.

OPTIMA CONSEIL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 61.454.

L'an deux mille trois, le onze décembre.

Par-devant Maître Marthe Thyès-Walch, notaire de résidence à Luxembourg, soussignée,

A Luxembourg;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme OPTIMA CONSEIL S.A., ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 61.454, constituée suivant acte reçu en date du 24 octobre 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 73 du 4 février 1998 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 15 mai 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1170 du 3 août 2002.

L'assemblée est présidée par Monsieur Serge Atlan, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Muriel Dessertenne, employée privée, demeurant à Thionville (France).

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Anne Bévière, employée privée, demeurant à Fourmies (France).

Monsieur le président déclare et prie le notaire d'acter.

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et les actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les mille deux cent cinquante (1.250) actions représentant l'intégralité du capital social, actuellement fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-), sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1.- Approbation du projet de fusion par absorption de CAPITAL STRATEGY S.A., OPTIMA CONSEIL S.A. et INT. ECO S.A. (anciennement FIDUCIAIRE MAGELLAN LUXEMBOURG S.A.) par PARGESTION S.A., publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1716 du 30 novembre 2002, sur base des bilans respectifs des quatre sociétés au 30 juin 2002.

2.- Décision de réaliser la fusion à la date du 1^{er} juillet 2002, par le transfert de l'universalité du patrimoine actif et passif de OPTIMA CONSEIL S.A. à la société absorbante, sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi sur les sociétés commerciales.

3.- Approbation du rapport justificatif du conseil d'administration sur le projet de fusion et sur le rapport d'échange des actions, tel que prévu par l'article 265 de la loi sur les sociétés commerciales.

4.- Approbation du rapport de l'expert indépendant sur le projet de fusion prévu par l'article 266 de la loi sur les sociétés commerciales.

5.- Approbation de l'apport de tous les éléments actifs et passifs de OPTIMA CONSEIL S.A. à la société absorbante et acceptation, en rémunération de l'apport de fusion, de 1.000 (mille) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 31,- (trente et un euros) chacune de la société PARGESTION S.A., jouissant des mêmes droits que les actions anciennes, lesdites actions nouvelles étant à attribuer aux actionnaires de OPTIMA CONSEIL S.A. à raison d'une action nouvelle de PARGESTION S.A. pour une virgule vingt-cinq action ancienne de OPTIMA CONSEIL S.A.

6.- Décharge à accorder aux administrateurs et commissaire aux comptes.

7.- Désignation du lieu où seront conservés les documents sociaux pendant le délai légal.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée approuve, sur base des documents suivants, le projet de fusion par absorption de CAPITAL STRATEGY S.A., OPTIMA CONSEIL S.A. et INT. ECO S.A. (anciennement FIDUCIAIRE MAGELLAN LUXEMBOURG S.A.) par PARGESTION S.A., tel que celui-ci a été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1716 du 30 novembre 2002, conformément aux dispositions de l'article 262 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales:

- a) le projet de fusion;
- b) les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion au 31 décembre 1999, au 31 décembre 2000 et au 31 décembre 2001;
- c) l'état comptable arrêté à la date du 30 juin 2002;
- d) le rapport justificatif du conseil d'administration sur le projet de fusion et sur le rapport d'échange des actions, établi conformément à l'article 265 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales;
- e) le rapport de l'expert indépendant, Monsieur Jean Bernard Zeimet, réviseur d'entreprises, demeurant à L-2146 Luxembourg, 51-53, rue de Merl, désigné par ordonnance de la Première Vice-Présidente du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg datée du 28 octobre 2002, établi conformément à l'article 266 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'assemblée approuve les prédicts rapports sub d) et e).

Le rapport sub d), après avoir été signé ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Le rapport sub e) est demeuré annexé au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de PARGESTION S.A., société absorbante, reçu ce jour par le notaire instrumentant.

Tous les actionnaires présents ou représentés confirment que les documents susvisés ont été tenus à leur disposition pendant les délais prescrits par la loi.

Deuxième résolution

Conformément aux dispositions de l'article 259 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée décide de réaliser la fusion, en ce qui concerne OPTIMA CONSEIL S.A., par le transfert de l'universalité de son patrimoine actif et passif à la société absorbante, PARGESTION S.A., moyennant attribution d'actions de la société absorbante aux actionnaires de OPTIMA CONSEIL S.A.

Troisième résolution

L'assemblée décide que, nonobstant les dispositions de l'article 272 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, la fusion produira les effets prévus à l'article 274 de la même loi à compter du 1^{er} juillet 2002, sans préjudice des dispositions de l'article 273 de ladite loi sur les effets de la fusion à l'égard des tiers.

Toutes les opérations réalisées par la société OPTIMA CONSEIL S.A. depuis cette date sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante.

Quatrième résolution

L'assemblée constate et approuve le fait que l'apport à la société absorbante a été fait sur base d'une situation comptable arrêtée au 30 juin 2002.

Cinquième résolution

L'assemblée approuve l'apport de tous les éléments actifs et passifs de OPTIMA CONSEIL S.A. à la société absorbante, conformément aux dispositions du projet de fusion.

En rémunération de l'apport de fusion, l'assemblée décide d'accepter 1.000 (mille) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 31,- (trente et un euros) chacune de la société PARGESTION S.A., jouissant des mêmes droits que les actions anciennes, lesdites actions nouvelles étant à attribuer aux actionnaires de OPTIMA CONSEIL S.A. à raison d'une action nouvelle de PARGESTION S.A. pour une virgule vingt-cinq action ancienne de OPTIMA CONSEIL S.A.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'accorder décharge aux administrateurs et commissaire aux comptes de OPTIMA CONSEIL S.A. pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Septième résolution

L'assemblée décide que les documents sociaux de OPTIMA CONSEIL S.A. seront conservés dans le délai légal au siège de la société absorbante.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales, avoir vérifié et attesté l'existence de la légalité des actes et formalités incombant à la société OPTIMA CONSEIL S.A. ainsi que du projet de fusion.

Il résulte d'un certificat émis par la société OPTIMA CONSEIL S.A. en date du 1^{er} décembre 2003 que les documents prescrits par l'article 267 (1) a), b), c), d) et e) de la loi sur les sociétés commerciales ont été tenus à la disposition des actionnaires dans le délai légal.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg.

Les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, les comparants prémentionnés ont tous signé avec Nous notaire le présent procès-verbal.

Signé: S. Atlan, M. Dessertenne, A. Bévière, M. Walch.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2003, vol. 141S, fol. 68, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2003.

M. Thyès-Walch.

(001065.3/233/114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

TESLIN HOLDINGS Inc., LUXEMBOURG BRANCH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 30.000,-.

Siège social: V6C 3L2 Canada, 1600-925, West Georgia Street.

Siège de la succursale: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 97.773.

Il résulte d'un procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 10 décembre 2003 ce qui suit:

1. il est noté que MM. Gary W. Kehler, Stéphane O. Godin et Ms Debora L. Richards constituent le Conseil d'Administration de la Société. Aux termes de la Loi sur les Sociétés de la Province de Colombie Britannique, qui est le droit sous lequel la Société est constituée et par lequel elle est régie, ainsi qu'aux termes des Statuts de la Société, les administrateurs de la Société agissant de concert ont le pouvoir de:

(a) gérer les affaires de la Société y compris la constitution de succursales;

(b) nommer tout administrateur aux fins de représenter et engager la Société; et

(c) nommer toutes autres personnes aux fonctions de gérant de succursale aux fins de gérer, représenter et engager les succursales de la Société.

2. il a été décidé d'établir une succursale de la Société à Luxembourg dénommée TESLIN HOLDINGS Inc., LUXEMBOURG BRANCH dont le siège sera situé au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, (ci-après dénommée la «Succursale»);

3. il a été noté que l'objet principal de la Succursale est la réalisation d'opérations financières indépendantes des activités pratiquées au niveau du siège statutaire de la Société;

4. il a été proposé de désigner conjointement Monsieur Gérard Becquer et Monsieur Xavier Pauwels au titre de gérants de la Succursale. Il a été décidé que lorsque plusieurs personnes occupent le poste de Gérant de la Succursale, les décisions du gérant ne pourront être prises que par l'ensemble de ces personnes agissant d'un commun accord.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2003.

Pour TESLIN HOLDING Inc.

R. Collin

Notaire

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2003, réf. LSO-AL05332. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(000717.3/581/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2004.

TESLIN HOLDINGS INC., LUXEMBOURG BRANCH, Société à responsabilité limitée.

Registered office: V6C 3L2 Canada, 1600-925, West Georgia Street.

Seat of the Luxembourg Branch: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 97.773.

CERTIFIED COPY OF RESOLUTIONS

I, Debora L. Richards, Secretary of the Company, hereby certify that the following is a true copy of a resolution approved by the board of directors of the Company by way of a consent resolution dated December 10, 2003 and that the resolution has not been amended or rescinded and is in full force and effect.

«The Company intends to hold and to manage the head of its EU structure through a Luxembourg branch. For this purpose, the Company intends to create and register a Luxembourg branch. Upon the subsequent establishment by the Company of a Luxembourg company («LUXCO»), the shares of LUXCO will be transferred by the Company to the Luxembourg branch to carry out its activities. A portion of such shares will be allocated to the Luxembourg branch on a permanent basis and the remaining portion of the shares will be allocated on a temporary basis.

It is reported that Garry W. Kehler, Stéphane O. Godin and Debora L. Richards are all the directors of the Company. Pursuant to the Company Act of the Province of British Columbia, the legislation under which the Company is incorporated and governed and the Articles of the Company, the directors of the Company, acting together, have the authority to:

- (a) manage the business and affairs of the Company, including the establishment of branch offices,
- (b) appoint any individual director to represent and bind the Company, and
- (c) appoint other persons as branch managers to manage, represent and bind the branch offices of the Company.

Resolved that:

1. Establishment of Branch in Luxembourg

1.1 The Company establish a branch in Luxembourg named TESLIN HOLDINGS INC., LUXEMBOURG BRANCH, that will have its seat at 398, route d'Esch, L-1471, Luxembourg (the «Lux Branch»).

1.2 Any one of Garry W. Kehler, Stéphane O. Godin or Debora L. Richards be authorized to do all such acts and execute all documents, certificates and notices as he or she may consider expedient in connection with the registration and publication of the Lux Branch.

2. Activities of Lux Branch

2.1 The Lux Branch be authorized to operate within the scope of the following activities:

(a) to carry on the business of lending and advancing money and giving credit on any terms and with or without security to any person, entity or company (including, without prejudice to the generality of the foregoing, any holding company, subsidiary or fellow subsidiary of, or any other company associated in any way with the Lux Branch), and to enter into guarantees, contracts of indemnity and suretyships of all kinds;

(b) to carry on any other trade or business whatever which can in the opinion of the manager of the Lux Branch be advantageously carried on in connection with or ancillary to any of its business;

(c) to purchase or by any other means acquire any take options over any property whatever, and any rights or privileges of any kind over or in respect of any property;

(d) to apply for, register, purchase, or by other means acquire and protect, prolong and renew, whether in Luxembourg or elsewhere, any trade marks, patents, copyrights, trade secrets, or other intellectual property rights, licences, secret processes, designs, protections and concessions and to disclaim, alter, modify, use and turn to account and to manufacture, under or grant licences or privileges in respect of the same, and to expend money in experimenting upon, testing and improving patents, inventions of rights which the Lux Branch may acquire or propose to acquire;

(e) to acquire or undertake the whole or any part of the business, goodwill, and assets of any person, firm, or company carrying on or proposing to carry on any of the business which the Lux Branch is authorised to carry on and as part of the consideration for such acquisition to undertake all or any liabilities of such person, firm or company, or to acquire an interest in, amalgamate with, or enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, or for cooperation, or for mutual assistance with any such person, firm or company, and give or accept, by way of consideration for any of the acts or things aforesaid or property acquired, any shares, debenture stock or securities that may be agreed upon, and to hold and retain, or sell, mortgage and deal with any shares, debenture stock or securities so received;

(f) to improve, manage, construct, repair, develop, exchange, let on lease or otherwise, mortgage, charge, sell, dispose of, turn to account, grant licences, options, rights and privileges in respect of, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Lux Branch;

(g) to enter into any arrangement with any government or authority that may seem conducive to the attainment of the Company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights privileges or

concessions which the Lux Branch may think desirable and to carry out, exercise, and comply with any such rights, privileges, and concessions;

(h) to subscribe for, take, purchase, or otherwise acquire, hold, sell, deal with and dispose of, place and underwrite shares, stocks, debentures, debenture stocks, or securities issued or guaranteed by any other company constituted or carrying on business in any part of the world, and debentures, debenture stocks, or securities issued or guaranteed by any government or authority, municipal, local or otherwise, in any part of the world;

(i) to control, manage, finance, subsidise, co-ordinate or otherwise assist any company or companies in which the Lux Branch has a direct or indirect interests, to provide secretarial, administrative, technical, commercial and other services and facilities of all kinds for any such company or companies and to make payments by way of subvention or otherwise and any other arrangements which may seem desirable with respect to any business or operations of or generally with respect to any business or operations of or generally with respect to any such company or companies;

(j) to promote any other company for the purpose of acquiring the whole or any part of the business or property or undertaking or any liabilities of the Lux Branch, or of undertaking any business or operation which may appear likely to assist or benefit the Lux Branch, and to place or guarantee the placing of, underwrite, subscribe for, or otherwise acquire all or any part of the shares or securities of any such company as aforesaid;

(k) to sell or otherwise dispose of the whole or any part of the business or property of the Lux Branch, either together or in portions, for such consideration as the Lux Branch may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any company purchasing the same;

(l) to pay all or any expenses incurred in connection with the promotion, formation and establishment of the Lux Branch, or to contract with any person, firm or company to pay the same, and to pay commissions to brokers and others for underwriting, placing, selling, or guaranteeing the subscription of any shares or securities;

(m) to do all or any of the things or matters aforesaid in any part of the world and either as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through agents, brokers, sub-contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(n) none of the activities set forth in any section of this resolution, shall be restrictively construed but the widest interpretation shall be given to each activity, and none of such activities shall except where the context expressly so requires, be in any way limited or restricted by reference to or inference from any other activity or activities set forth in the sections of this resolution, or by reference to or inference from the terms of any other section of this resolution, or by reference to or inference from the name of the Lux Branch; and

(o) none of the sections of this resolution and none of the activities herein specified shall be deemed subsidiary or ancillary to any of the activities specified in any other section, and the Lux Branch shall as full a power to exercise each and every one of the activities in each section of this resolution as though each section contained the activities of a separate branch.

Power of Attorney.

2.2 A Power of Attorney be granted to Mr Raphael Collin, residing in Luxembourg with full power of delegation for the purpose of registering the Lux Branch with the Luxembourg Trade Register and its publication in the Luxembourg official journal and to do all acts, and perform all the formalities, as he may consider expedient in connection with such registration and publication.

Any one of Garry W. Kehler, Stéphane O. Godin or Debora L. Richards be authorized to execute and deliver the Power of Attorney and any other documents as are required to effect and evidence the appointment authorized hereby.

3. Appointment of Manager of Lux Branch

3.1 Gérard Becquer and Xavier Pauwels be appointed to serve as the managers of the Lux Branch (the «Lux Manager»).

3.2 The Lux Manager is authorized to:

(a) sign any document on behalf of the Lux Branch and (with any such amendments as he, in his absolute discretion, may think fit) and to do all such acts as he may consider expedient in connection with the performance of the operation of the Lux Branch. Where the Lux Manager position is held by more than one individual, decisions of the branch manager shall only be made by all such individuals acting together. More specifically, the Lux Manager can operate within the limits of the following;

(b) to arrange for the establishment of a bank account in the name of the Lux Branch as is required for the Purpose of the Lux Branch, and to operate such bank account;

(c) to enter into a lease agreement for the provision of a premises to conduct and carry out the operations of the Lux Branch;

(d) to enter into a service agreement with a service provider to assist with the carrying out any administrative functions as may be required by the Lux Branch;

(e) to retain employees required for the business and administration of the Lux Branch;

(f) to organise and monitor the day-to-day running of the business of the Lux Branch, including the preparation of management and financial reports and accounts;

(g) to assist in the administration of the general accounting and business affairs and reporting requirements of the Lux Branch, including filing of appropriate statutory returns to the Companies Registrations Office;

(h) to ensure that the Lux Branch complies with all applicable laws, including its tax obligations, in Luxembourg;

(i) to carry out any task associated with the Activities of the Lux Branch.

4. Allocation of Funds to Lux Branch

4.1 USD 6,750.- be allocated to the Lux Branch as working capital and that the working capital be managed and administered through the Lux Branch.

5. Domiciliation Agreement and Agency Agreement

5.1 The Company enter into a Domiciliation Agreement with BILLON ET ASSOCIES, S.à r.l., («BILLON») so that the Lux Branch may be domiciled at 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

5.2 The Company also enter into an Agency Agreement with BILLON under which BILLON will supply the services of Gérard Becquer and Xavier Pauwels as managers of Lux Branch.

5.3 Any one of Garry W. Kehler, Stéphane O. Godin or Debora L. Richards be authorized to execute and deliver the Agency Agreement and any other documents as are required to effect and evidence the transactions authorized hereby.

5.4 The Lux Manager be authorized to execute and deliver the Domiciliation Agreement and any other documents as are required to effect and evidence the transactions authorized hereby.

These resolutions may be signed by the directors in as many counterparts as may be necessary, each of which when so signed will be deemed to be an original (and each signed copy sent by electronic facsimile transmission will be deemed to be an original), and such counterparts together will constitute one and the same instrument and notwithstanding the date of execution will be deemed to bear the date set forth below.»

Dated at Vancouver, British Columbia, December 11, 2003.

D. L. Richards
Secretary

COPIE CERTIFIEE DE RESOLUTION

Je soussignée Debora L. Richards, Secrétaire de la Société, certifie par la présente que les présentes sont une copie conforme d'une résolution adoptée par le Conseil d'Administration de la Société suite à la résolution prise en date du 10 décembre 2003, et que cette résolution n'a été ni modifiée ni annulée et conserve l'intégralité de ses effets.

«La Société envisage de détenir et de gérer la tête de sa structure européenne par l'intermédiaire d'une succursale établie au Luxembourg. La Société envisage à cet effet de créer et d'immatriculer une succursale luxembourgeoise. Dès l'établissement par la Société d'une société luxembourgeoise («LUXCO»), les parts sociales de LUXCO seront transférées par la Société à la succursale luxembourgeoise pour assurer la réalisation de ses activités. Une partie de ces parts sociales sera allouée à la succursale luxembourgeoise sur une base permanente et la partie restante des parts sociales sera allouée sur une base temporaire.

Il est noté que MM. Gary W. Kehler, Stéphane O. Godin et Ms Debora L. Richards constituent le Conseil d'Administration de la Société. Aux termes de la Loi sur les Sociétés de la Province de Colombie Britannique, qui est le droit sous lequel la Société est constituée et par lequel elle est régie, ainsi qu'aux termes des Statuts de la Société, les administrateurs de la Société agissant de concert ont le pouvoir de:

- (a) gérer les affaires de la Société y compris la constitution de succursales;
- (b) nommer tout administrateur aux fins de représenter et engager la Société; et
- (c) nommer toutes autres personnes aux fonctions de gérant de succursale aux fins de gérer, représenter et engager les succursales de la Société.

Il est résolu ce qui suit:

1. Etablissement d'une succursale à Luxembourg

1.1. La Société établit une succursale à Luxembourg dénommée TESLIN HOLDINGS INC., LUXEMBOURG BRANCH, dont le siège sera situé au 398, route d'Esch, L-1471, Luxembourg, (ci-après dénommée la «Succursale»).

1.2. M. Gary W. Kehler, M. Stéphane O. Godin et Ms Debora L. Richards sont autorisés à passer et à signer individuellement tous actes, documents, certificats et avis qu'ils estimeraient utiles en rapport avec l'enregistrement et la publication de la Succursale ou qui seraient susceptibles de s'avérer nécessaires dans ce contexte.

2. Activités de la Succursale

2.1. La Succursale est autorisée à agir dans le cadre des activités suivantes:

a) effectuer des opérations de prêts et d'avances, d'octroi de crédit selon toutes conditions, avec ou sans garantie à toute personne, entité ou société (y compris, sans préjudice du caractère général de ce qui est énoncé plus haut, à toute société holding, filiale ou toute autre société associée à la Succursale sous quelque forme que ce soit); conclure des contrats de garantie, de compensation et de cautionnement de toute nature;

b) exercer toute autre activité commerciale ou économique que le gérant de la Succursale jugera appropriée, en relation ou en connexion avec toute activité effectuée par elle;

c) procéder à l'achat ou à l'acquisition par tout autre moyen d'options d'achat sur quelque bien que ce soit ainsi que de droits et de privilèges de toute nature liés à quelque bien que ce soit;

d) effectuer la demande, le dépôt, procéder à l'achat ou à l'acquisition, la protection, la prolongation et au renouvellement par tout autre moyen, à Luxembourg ou ailleurs, de toutes marques, de tous brevets, droits d'auteurs, secrets de fabrication ou autres droits de propriété intellectuelle, licences, procédés secrets, dessins, protections et concessions. La Succursale sera habilitée à décliner, modifier, utiliser, mettre en valeur, procéder à la fabrication sous licence et à accorder des privilèges à cet égard. La Succursale pourra investir dans l'expérimentation et l'amélioration des brevets, inventions ou droits qu'elle pourrait acquérir ou avoir l'intention d'acquérir;

e) procéder à l'achat ou à la reprise de tout ou partie d'entreprise, de survaloir et des actifs de toute personne, entreprise ou société exerçant ou souhaitant exercer toute activité que la Succursale est habilitée à exercer. A titre de contre prestation partielle de ladite acquisition, la Succursale pourra reprendre tout ou partie des passifs d'une telle personne, entreprise ou société, acquérir une participation, fusionner ou conclure un partenariat ou tout autre accord de participation aux bénéfices, de coopération ou d'assistance mutuelle avec ladite personne, entreprise ou société, et donner ou accepter, à titre de contre prestation de tout acte, élément ou bien cité plus haut, toutes actions, obligations

ou tous titres sur lequel un accord pourrait être conclu. Elle pourra conserver les actions, obligations ou titres ainsi reçus ou procéder à leur vente, hypothèque ou négociation;

f) procéder à l'amélioration, la gestion, la construction, la réparation, au développement, à l'échange, à la location sous forme de leasing ou autre, à l'hypothèque, à la facturation, la vente, au transfert, à la mise en valeur de tout ou partie des biens et des droits de la Succursale ainsi qu'à l'octroi de licences, d'options, de droits, de privilèges liés à ces derniers;

g) conclure tout accord avec tout gouvernement ou toute autorité dans le but d'atteindre l'un des ou les objectifs de la Société et obtenir de la part dudit gouvernement ou de ladite autorité tous droits, privilèges et concessions estimés nécessaires par la Succursale; celle-ci mettra en application et exercera lesdits droits, privilèges et concessions et veillera à leur respect;

h) procéder à la souscription, la prise, l'achat ou l'acquisition par tout autre moyen, à la détention, la vente, la négociation, au transfert, au placement et à la garantie d'actions, de participations, d'obligations ou de titres émis ou garantis par toute autre société constituée ou active n'importe où dans le monde et d'obligations ou de titres émis ou garantis par tout gouvernement ou toute autorité municipale, régionale ou autre n'importe où dans le monde;

i) prendre le contrôle, s'occuper de la gestion, du financement, de la subvention, de la coordination et fournir toute autre aide nécessaire à la société ou aux sociétés dans laquelle ou lesquelles la Succursale détient une participation directe ou indirecte. Elle fournira des services de secrétariat, administratifs, techniques, commerciaux ainsi que tous autres services et locaux de toute nature à ladite ou aux dites sociétés. Elle procédera au paiement par le biais de subventions ou autres et effectuera toutes les démarches qui pourraient sembler nécessaires à l'activité ou au bon fonctionnement en général de ladite ou desdites sociétés;

j) réaliser la promotion de toute autre société dans le but de procéder à l'acquisition de tout ou partie de l'activité, des biens, de l'entreprise ou des passifs de la Succursale ou dans le but d'entreprendre toute activité ou opération qui pourrait sembler susceptible d'aider ou de profiter à la Succursale. Elle placera ou garantira le placement, la souscription ou l'acquisition sous quelque forme que ce soit de tout ou partie des actions ou des titres de toute société telle que susmentionnée;

k) procéder à la vente ou au transfert sous quelque forme que ce soit de tout ou partie de l'activité ou des biens de la Succursale, simultanément ou en plusieurs fois, en échange d'une contre prestation que la Succursale jugera appropriée, et en particulier en échange d'actions, d'obligations ou de titres de toute société procédant à l'achat;

l) procéder au règlement de tous les frais liés à la promotion, la constitution et l'établissement de la Succursale ou, le cas échéant ou conclure un contrat avec toute personne, entreprise ou société dans le but de régler lesdits frais; procéder au paiement de commissions aux agents de courtage et autres pour la garantie, le placement, la vente ou le cautionnement de la souscription de toutes actions ou de tous titres;

m) entreprendre tout ou partie des actions énoncées ci-dessus n'importe où dans le monde, soit à titre de commettant, de mandataire, d'entrepreneur ou autre ou par l'intermédiaire de mandataires, d'agents de courtage, de sous-traitants ou autres, seule ou en collaboration avec d'autres;

n) aucune des activités stipulées dans le corps de la présente résolution ne saurait être interprétée de façon limitative et chaque activité devra être interprétée de la façon la plus large possible; aucune desdites activités, sauf en cas de nécessité expresse imposée par le contexte, ne saurait être limitée ou restreinte en aucune façon par référence à ou en conséquence de toute(s) autre(s) activité(s) stipulée(s) aux différents alinéas de la présente résolution ou par référence à ou en conséquence des termes de tout autre alinéa de la présente résolution ou par référence à ou en conséquence de la dénomination de la Succursale; et

o) aucun alinéa de la présente résolution et aucune des activités spécifiées dans celle-ci ne sauraient être considérés comme secondaires ou accessoires à toute activité spécifiée dans tout autre alinéa; la Succursale disposera d'une autorité d'exercer chacune des activités énoncées par le présent alinéa et l'ensemble d'entre elles semblable à celle dont elle disposerait si chaque alinéa reprenait les activités d'une succursale distincte.

Pouvoir spécial

2.2. Un pouvoir spécial est octroyé à Maître Raphaël Collin, résidant à Luxembourg, avec tous pouvoirs de délégation pour accomplir l'enregistrement de la Succursale au Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg et sa publication dans le Mémorial et réaliser tout acte et toute formalité qu'il considère utile en vue de l'enregistrement et de la publication.

M. Gary W. Kehler, M. Stéphane O. Godin et Ms Debora L. Richards sont autorisés à exécuter et émettre ce pouvoir spécial ainsi que tout autre document qui pourrait être requis pour donner effet à et établir la nomination telle qu'approuvée par les présentes.

3. Désignation du gérant de la Succursale

3.1. MM. Gérard Becquer et Xavier Pauwels sont désignés pour assurer la fonction de gérants de la Succursale (le «Gérant luxembourgeois»).

3.2. Le Gérant luxembourgeois est autorisé à:

a) signer tout document pour le compte de la Succursale (y compris toute modification qu'il jugerait approprié sur une base discrétionnaire et selon sa liberté d'appréciation) et entreprendre toutes les démarches qu'il jugerait utiles en rapport avec la réalisation des activités et des fonctions de la Succursale. Lorsque plusieurs personnes occupent le poste de Gérant de la Succursale, les décisions du Gérant de la Succursale ne pourront être prises que par l'ensemble de ces personnes agissant d'un commun accord. Plus particulièrement, le Gérant luxembourgeois pourra intervenir dans le cadre délimité comme suit:

b) entreprendre les démarches nécessaires à l'ouverture d'un compte bancaire au nom de la Succursale, tel que requis par l'objet de la Succursale et gérer ce compte;

c) signer un bail dans le cadre de la fourniture à la Succursale d'un local dans lequel elle puisse mener à bien et réaliser ses activités;

- d) conclure un accord de services auprès d'un prestataire afin de fournir un soutien administratif à la Succursale si requis par celle-ci;
- e) procéder à l'engagement de personnel nécessaire à l'activité et à l'administration de la Succursale;
- f) procéder à l'organisation et au contrôle de la gestion quotidienne des affaires de la Succursale, incluant la préparation de rapports de gestion et de rapports financiers et la préparation des comptes;
- g) fournir un soutien en matière d'administration des affaires économiques et comptables générales et en matière d'obligations déclaratives de la Succursale, incluant l'envoi des déclarations statutaires appropriées au Registre du commerce et des sociétés;
- h) veiller au respect par la Succursale de toutes les lois en vigueur, y compris de ses obligations en matière fiscale, au Luxembourg;
- i) accomplir toute tâche liée aux activités de la Succursale.

4. Attribution de fonds à la Succursale

4.1. La somme de USD 6.250,- sera allouée à la Succursale en guise de fonds permanent, lequel sera géré et administré par la Succursale.

5. Contrat de domiciliation et contrat d'agence

5.1. La Société décide de conclure un contrat de domiciliation avec BILLON ET ASSOCIES, S.à r.l. («BILLON») de manière à ce que la Succursale soit domiciliée au 398, route d'Esch, L-1471, Luxembourg.

5.2. La Société décide également de conclure un contrat d'agence avec BILLON selon lequel BILLON fournira les services de Gérard Becquer et Xavier Pauwels en tant que gérants de la Succursale.

5.3. M. Gary W. Kehler, M. Stéphane O. Godin et Ms Debora L. Richards sont autorisés à signer et mettre en oeuvre le contrat d'agence et tout autre document requis afin de donner effet aux et établir les transactions telles qu'autorisées.

5.4. Le Gérant luxembourgeois est autorisé à signer et mettre en oeuvre le contrat de domiciliation et tout autre document requis afin de donner effet aux et établir les transactions telles qu'autorisées.

Les présentes résolutions pourront être signées par les administrateurs en autant d'exemplaires que nécessaire, chacun d'entre eux une fois signé, sera considéré comme étant un original (et tout exemplaire signé, expédié par transmission fac-similée électronique, sera considéré comme étant un original), et tels exemplaires, ensemble, constitueront un seul et même instrument et, nonobstant leur date de signature, seront considérés comme portant la date établie ci-après.

Fait à Vancouver, Colombie Britannique, le 11 Décembre 2003.

Copie certifiée conforme

D. L. Richards

Secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2003, réf. LSO-AL05354. – Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(000727.2//287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2004.

TESLIN HOLDINGS Inc., LUXEMBOURG BRANCH, Société à responsabilité limitée.

Registered office: V6C 3L2 Canada, 1600-925, West Georgia Street.

Seat of the Luxembourg Branch: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 97.773.

Articles of TESLIN HOLDINGS Inc.

1. Interpretation

1.1. Definitions and Construction of Words

In these Articles, unless there is something in the subject or context inconsistent therewith:

«Board» and «the Directors» or «the directors» mean the Directors or sole Director of the Company for the time being.

«Company Act» means the Company Act of the Province of British Columbia as from time to time enacted and all amendments thereto and includes the regulations made pursuant thereto.

«seal» means the common seal of the Company.

«month» means calendar month.

«registered owner» or «registered holder» where used with respect to a share in the authorized capital of the Company means the person registered in the register of members in respect of such share.

Expressions referring to writing shall be construed as including references to printing, lithography, typewriting, photography and other modes of representing or reproducing words in a visible form.

Words importing the singular include the plural and, vice versa; and words importing male persons include female persons and words importing persons shall include corporations.

1.2. Definitions Same as Company Act

The meaning of any words or phrases defined in the Company Act shall, if not inconsistent with the subject or context, bear the same meaning in these Articles.

1.3. Interpretation Act Rules of Construction Apply

The Rules of Construction contained in the Interpretation Act shall apply, mutatis mutandis, to the interpretation of these Articles.

2. Shares and share certificates

2.1. Member Entitled to Certificate

Every member is entitled, without charge, to one certificate representing the share or shares of each class held by him; provided that, in respect of a share or shares held jointly by several persons, the Company shall not be bound to issue more than one certificate, and delivery of a certificate for a share to one of several joint registered holders or to his duly authorized agent shall be sufficient delivery to all; and provided further that the Company shall not be bound to issue certificates representing redeemable shares, if such shares are to be redeemed within one month of the date on which they were allotted. Any share certificate may be sent through the mail by registered prepaid mail to the member entitled thereto, and neither the Company nor any transfer agent shall be liable for any loss occasioned to the member owing to any such share certificate so sent being lost in the mail or stolen.

2.2. Replacement of Lost or Defaced Certificate

If a share certificate:

(a) is worn out or defaced, the Directors shall, upon production to them of the said certificate and upon such other terms, if any, as they think fit, order the said certificate to be cancelled and shall issue a new certificate in lieu thereof;

(b) is lost, stolen or destroyed, then, upon proof thereof to the satisfaction of the Directors and upon such indemnity, if any, as the Directors deem adequate being given, a new share certificate in lieu thereof shall be issued to the person entitled to such lost, stolen or destroyed certificate; or

(c) represents more than one share and the registered owner thereof surrenders it to the Company with a written request that the Company issue in his name two or more certificates each representing a specified number of shares and in the aggregate representing the same number of shares as the certificate so surrendered, the Company shall cancel the certificate so surrendered and issue in lieu thereof certificates in accordance with such request.

Such sum, not exceeding one dollar, as the Directors may from time to time fix, shall be paid to the Company for each certificate to be issued under this Article.

2.3. Execution of Certificates

Every share certificate shall be signed manually by at least one officer or Director of the Company, or by or on behalf of a registrar, branch registrar, transfer agent or branch transfer agent of the Company and any additional signatures may be printed or otherwise mechanically reproduced and, in such event, a certificate so signed is as valid as if signed manually, notwithstanding that any person whose signature is so printed or mechanically reproduced shall have ceased to hold the office that he is stated on such certificate to hold at the date of the issue of the share certificate.

2.4. Recognition of Trusts

Except as required by law, statute or these Articles, no person shall be recognized by the Company as holding any share upon any trust, and the Company shall not be bound by or compelled in any way to recognize (even when having notice thereof) any equitable, contingent, future or partial interest in any share or in any fractional part of a share or (except only as by law, statute or these Articles provided or as ordered by a court of competent jurisdiction) any other rights in respect of any-share except an absolute right to the entirety thereof in its registered holder.

3. Issue of shares

3.1. Directors Authorized

Subject to Article 3.2 and to any direction to the contrary contained in a resolution passed at a general meeting authorizing any increase or alteration of capital the shares shall be under the control of the Directors who may, subject to the rights of the holders of the shares of the Company for the time being outstanding, issue, allot, sell or otherwise dispose of, and/or grant options on or otherwise deal in, shares authorized but not outstanding, and outstanding shares held by the Company, at such times, to such persons (including Directors), in such manner, upon such terms and conditions, and at such price or for such consideration, as they, in their absolute discretion may determine.

3.2. Conditions of Allotment

If the Company is a company which is not a reporting company and the Directors are required by the Company Act before allotting any shares to offer them pro rata to the members, the Directors shall, before allotting any shares, comply with the applicable provisions of the Company Act.

3.3. Commissions and Brokerage

Subject to the provisions of the Company Act, the Company, or the Directors on behalf of the Company, may pay a commission or allow a discount to any person in consideration of his subscribing or agreeing to subscribe, whether absolutely or conditionally, for any shares in the Company, or procuring or agreeing to procure subscriptions, whether absolutely or conditionally, for any such shares, provided that, if the Company is not a specially limited company, the rate of the commission and discount shall not in the aggregate exceed 25 per centum of the amount of the subscription price of such shares.

3.4. Conditions of Issue

Unless otherwise provided by the Company Act, no share may be issued until it is fully paid and the Company shall have received the full consideration therefor in cash, property or past services actually performed for the Company. The value of property or services for the purpose of this Article shall be an amount determined by the Directors to be, in all circumstances of the transaction, no greater than the fair market value thereof.

4. Share registers

4.1. Registers of Members, Transfers and Allotments

The Company shall keep or cause to be kept a register of members, a register of transfers and a register of allotments within British Columbia, all as required by the Company Act, and may combine one or more of such registers. If the Company's capital shall consist of more than one class of shares, a separate register of members, register of transfers and register of allotments may be kept in respect of each class of shares. The Directors on behalf of the Company may appoint a trust company to keep the register of members, register of transfers and register of allotments or, if there is

more than one class of shares, the Directors may appoint a trust company, which need not be the same trust company, to keep the register of members, the register of transfers and the register of allotments for each class of shares. The Directors on behalf of the Company may also appoint one or more trust companies, including the trust company which keeps the said registers of its shares or of a class thereof, as transfer agent for its shares or such class thereof, as the case may be, and the same or another trust company or companies as registrar for its shares or such class thereof, as the case may be. The Directors may terminate the appointment of any such trust company at any time and may appoint another trust company in its place.

4.2. Branch Registers of Members

Unless prohibited by the Company Act, the Company may keep or cause to be kept one or more branch registers of members at such place or places as the Directors may from time to time determine.

4.3. No Closing of Register of Members

The Company shall not at any time close its register of members.

5. Transfer and Transmission of shares

5.1. Transfer of Shares

Subject to the provisions of the Memorandum and of these Articles that may be applicable, any member may transfer any of his shares by instrument in writing executed by or on behalf of such member and delivered to the Company or its transfer agent. The instrument of transfer of any share of the Company shall be in the form, if any, on the back of the Company's share certificates or in such other form as the Directors may from time to time approve. Except to the extent that the Company Act may otherwise provide, the transferor shall be deemed to remain the holder of the shares until the name of the transferee is entered in the register of members or a branch register of members in respect thereof.

5.2. Execution of Instrument of Transfer

The signature of the registered owner of any shares, or of his duly authorized attorney, upon an authorized instrument of transfer shall constitute a complete and sufficient authority to the Company, its directors, officers and agents to register, in the name of the transferee as named in the instrument of transfer, the number of shares specified therein or, if no number is specified, all the shares of the registered owner represented by share certificates deposited with the instrument of transfer. If no transferee is named in the instrument of transfer, the instrument of transfer shall constitute a complete and sufficient authority to the Company its directors, officers and agents to register, in the name of the person on whose behalf any certificate for the shares to be transferred is deposited with the Company for the purpose of having the transfer registered, the number of shares specified in the instrument of transfer or, if no number is specified, all the shares represented by all share certificates deposited with the instrument of transfer.

5.3. Enquiry as to Title Not Required

Neither the Company nor any Director, officer or agent thereof shall be bound to inquire into the title of the person named in the form of transfer as transferee, or, if no person is named therein as transferee, of the person on whose behalf the certificate is deposited with the Company for the purpose of having the transfer registered or be liable to any claim by such registered owner or by any intermediate owner or holder of the certificate of any of the shares represented thereby or any interest therein for registering the transfer, and the transfer, when registered, shall confer upon the person in whose name the shares have been registered a valid title to such shares.

5.4. Submission of Instruments of Transfer

Every instrument of transfer shall be executed by the transferor and left at the registered office of the Company or at the office of its transfer agent or registrar for registration together with the share certificate for the shares to be transferred and such other evidence, if any, as the Directors or the transfer agent or registrar may require to prove the title of the transferor or his right to transfer the shares and the right of the transferee to have the transfer registered. All instruments of transfer where the transfer is registered shall be retained by the Company or its transfer agent or registrar and any instrument of transfer, where the transfer is not registered, shall be returned to the person depositing the same together with the share certificate which accompanied the same when tendered for registration.

5.5. Transfer Fee

There shall be paid to the Company in respect of the registration of any transfer such sum, if any, as the Directors may from time to time determine.

5.6. Personal Representative Recognized on Death

In the case of the death of a member, the survivor or survivors where the deceased was a joint registered holder, and the legal personal representative of the deceased where he was the sole holder, shall be the only persons recognized by the Company as having any title to his interest in the shares. Before recognizing any legal personal representative the Directors may require him to deliver to the Company the original or a court-certified copy of a grant of probate or letters of administration in British Columbia or such other evidence and documents as the Directors consider appropriate in order to establish the right of the personal representative to such title to the interest in the shares of the deceased member.

5.7. Death or Bankruptcy

Upon the death or bankruptcy of a member, his personal representative or trustee in bankruptcy, although not a member, shall have, the same rights, privileges and obligations that attach to the shares formerly held by the deceased or bankrupt member if the documents required by the Company Act shall have been deposited with the Company. This Article does not apply on the death of a member with respect to shares registered in his name and the name of another person in joint tenancy.

5.8. Persons in Representative Capacity

Any person becoming entitled to a share in consequence of the death or bankruptcy of a member shall, upon such documents and evidence being produced to the Company as the Company Act requires or who becomes entitled to a

share as a result of an order of a Court of competent jurisdiction or a statute has the right either to be registered as a member in his representative capacity in respect of such share, or, if he is a personal representative, instead of being registered himself, to make such transfer of the share as deceased or bankrupt person could have made; but the Directors shall, as regards a transfer by a personal representative or trustee in bankruptcy, have the same right, if any, to decline or suspend registration of a transferee as they would have in the case of a transfer of a share by the deceased or bankrupt person before the death or bankruptcy.

6. Alteration of capital

6.1. Increase of Authorized Capital

The Company may by ordinary resolution filed with the Registrar amend its Memorandum to increase the authorized capital of the Company by:

- (a) creating shares with par value or shares without par value, or both;
- (b) increasing the number of shares with par value or shares without par value, or both; or
- (c) increasing the par value of a class of shares with par value, if no shares of that class are issued.

6.2. Other Capital Alterations

The Company may by special resolution alter its Memorandum to subdivide, consolidate, change from shares with par value to shares without par value, or from shares without par value to shares with par value, or change the designation of, all or any of its shares but only to such extent, in such manner and with such consents of members holding a class of shares which is the subject of or affected by such alteration, as the Company Act provides.

6.3. Creation, Variation and Abrogation of Special Rights and Restrictions

The Company may alter its Memorandum or these Articles:

- (a) by special resolution, to create, define and attach special rights or restrictions to any shares; and
- (b) by special resolution and by otherwise complying with any applicable provision of its Memorandum or these Articles, to vary or abrogate any special rights and restrictions attached to any shares;

and in each case by filing a certified copy of such resolution with the Registrar, but no right or special right attached to any issued shares shall be prejudiced or interfered with unless all members holding shares of each class whose right or special right is so prejudiced or interfered with consent thereto in writing, or unless a resolution consenting thereto is passed at a separate class meeting of the holders of the shares of each such class by a majority of three-fourths, or such greater majority as may be specified by the special rights attached to the class of shares, of the votes cast thereon.

6.4. Consent of Class Required

Notwithstanding such consent in writing or such resolution, no such alteration shall be valid as to any part of the issued shares of any class unless the holders of the rest of the issued shares of such class either all consent thereto in writing or consent thereto by a resolution passed by the votes of members holding three-fourths of the rest of such shares.

6.5. Special Rights of Conversion

If the Company is a reporting company, no resolution to create, vary or abrogate any special right of conversion attaching to any class of shares shall be submitted to any meeting of members unless, if so required by the Company Act, the Executive Director appointed under the British Columbia Securities Act shall have consented to the resolution.

6.6. Class Meetings of Members

Unless these Articles otherwise provide, the provisions of these Articles relating to general meetings shall apply, with the necessary changes and so far as they are applicable, to a class meeting of members holding a particular class of shares but the quorum at a class meeting shall be one person holding or representing by proxy one-third of the shares affected.

7. Purchase and redemption of shares

7.1. Company Authorized to Purchase or Redeem its Shares

Subject to the special rights and restrictions attached to any class of shares, the Company may, by a resolution of the Directors and in compliance with the Company Act, purchase any of its shares at the price and upon the terms specified in such resolution or redeem any class of its shares in accordance with the special rights and restrictions attaching thereto. No such purchase or redemption shall be made if the Company is insolvent at the time of the proposed purchase or redemption or if the proposed purchase or redemption would render the Company insolvent. Unless the shares are to be purchased through a stock exchange, or from a bona fide employee or bona fide former employee of the Company or of an affiliate of the Company, or his personal representative, in respect of shares beneficially owned by such employee or former employee, or the Company is purchasing the shares from members pursuant to a court order under, or from dissenting members pursuant to the requirements of the Company Act, the Company shall make its offer to purchase pro rata to every member who holds shares of the class to be purchased.

7.2. Redemption of Shares

If the Company proposes at its option to redeem some but not all of the shares of any class, the Directors may, subject to the special rights and restrictions attached to such class of shares, decide the manner in which the shares to be redeemed shall be selected.

7.3. Repurchased or Redeemed Shares

Subject to the provisions of the Company Act, any shares purchased or redeemed by the Company may be sold or, if cancelled, reissued by it, but, while such shares which have not been cancelled are held by the Company, it shall not exercise any vote in respect of these shares and no dividend or other distribution shall be paid or made thereon.

8. Borrowing powers

8.1. Powers of Directors

The Directors may from time to time on behalf of the Company:

(a) borrow money in such manner and amount, on such security, from such sources and upon such terms and conditions as they think fit;

(b) issue bonds, debentures, and other debt obligations either outright or as security for any liability or obligation of the Company or any other person;

(c) to guarantee the repayment of money by any other person or the performance of any obligation of any other person;

(d) mortgage, charge, whether by way of specific or floating charge, or give other security on the undertaking, or on the whole or any part of the property and assets, of the Company (both present and future); and

(e) for the purposes of the Special Corporate Powers Act of the Province of Quebec, to secure any notes, bonds, debentures or debenture stock which the Company is by law entitled to issue, by hypothecating, mortgaging or pledging, and ceding and transferring, any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province of Quebec.

8.2. Special Rights Attached to and Negotiability of Debt Obligations

Any bonds, debentures or other debt obligations of the Company may be issued at a discount, premium or otherwise, and with any special privileges as to redemption, surrender, drawing, allotment of or conversion into or exchange for shares or other securities, attending and voting at general meetings of the Company, appointment of Directors or otherwise and may by their terms be assignable free from any equities between the Company and the person to whom they were issued or any subsequent holder thereof, all as the Directors may determine.

8.3. Register of Debentureholders

The Company shall keep or cause to be kept within the Province of British Columbia in accordance with the Company Act a register of its debentures and a register of debentureholders, which registers may be combined, and, subject to the provisions of the Company Act, may keep or cause to be kept one or more branch registers of its debentureholders at such place or places as the Directors may from time to time determine and the Directors may by resolution, regulation, or otherwise make such provisions as they think fit respecting the keeping of such branch registers.

8.4. Execution of Debt Obligations

Subject to the Company Act, unless the Directors determine otherwise, every bond, debenture or other debt obligation of the Company shall be signed manually by at least one Director or officer of the Company or by or on behalf of a trustee, registrar, branch registrar, transfer agent or branch transfer agent for the bond, debenture or other debt obligation appointed by the Company or under any instrument under which the bond, debenture or other debt obligation is issued and any additional signatures may be printed or otherwise mechanically reproduced thereon and, in such event, a bond, debenture or other debt obligation so signed is as valid as if signed manually notwithstanding that any person whose signature is so printed or mechanically reproduced shall have ceased to hold the office that he is stated on such bond, debenture or other debt obligation to hold at the date of the issue thereof.

8.5. Register of Indebtedness

... reporting company, the Company shall keep or cause to be kept a register of its indebtedness to every Director or officer of the Company or an associate of any of them in accordance with the provisions of the Company Act.

9. General Meetings

9.1. Annual General Meetings

Subject to any extensions of time permitted pursuant to the Company Act, the first annual general meeting of the Company shall be held within fifteen months from the date of incorporation and thereafter an annual general meeting shall be held once in every calendar year at such time (not being more than thirteen months after the holding of the last preceding annual general meeting) and place as may be determined by the Directors.

9.2. Waiver of Annual General Meeting

If the Company is, or becomes, a company which is not a reporting company and all the members entitled to attend and vote at an annual general meeting consent in writing to all the business which is required or desired to be transacted at the meeting, the meeting need not be held.

9.3. Classification of General Meetings

All general meetings other than annual general meetings are herein referred to as and may be called extraordinary general meetings.

9.4. Calling of Meetings

The Directors may, whenever they think fit, convene an extraordinary general meeting. An extraordinary general meeting, if requisitioned in accordance with the Company Act, shall be convened by the Directors or, if not convened by the Directors, may be convened by the requisitionists as provided in the Company Act.

9.5. Advance Notice for Election of Directors

If the Company is or becomes a reporting company, advance notice of any general meeting at which Directors are to be elected shall be published in the manner required by the Company Act.

9.6. Notice for General Meeting

A notice convening a general meeting specifying the place, the day, and the hour of the meeting, and, in case of special business, the general nature of that business, shall be given as provided in the Company Act and in the manner hereinafter in these Articles mentioned, or in such other manner (if any) as may be prescribed by ordinary resolution, whether previous notice thereof has been given or not, to such persons as are entitled by law or under these Articles to receive such notice from the Company. Accidental omission to give notice of a meeting to, or the non-receipt of notice of a meeting, by any member shall not invalidate the proceedings at that meeting.

9.7. Waiver or Reduction of Notice

All the members of the Company entitled to attend and vote at a general meeting may, by unanimous consent in writing given before, during or after the meeting, or if they are present at the meeting by a unanimous vote, waive or

reduce the period of notice of such meeting and an entry in the minute book of such waiver or reduction shall be sufficient evidence of the due convening of the meeting.

9.8. Notice of Special Business at General Meeting

Except as otherwise provided by the Company Act, where any special business at a general meeting includes considering, approving, ratifying, adopting or authorizing any document or the execution thereof or the giving of effect thereto, the notice convening the meeting shall, with respect to such document, be sufficient if it states that a copy of the document or proposed document is or will be available for inspection by members at the registered office or records office of the Company or at some other place in British Columbia designated in the notice during usual business hours up to the date of such general meeting.

10. Proceedings at general meetings

10.1. Special Business

All business shall be deemed special business which is transacted at:

(a) an extraordinary general meeting other than the conduct of, and voting at, such meeting; and

(b) An annual general meeting, with the exception of the conduct of, and voting at, such meeting, the consideration of the financial statement and of the respective reports of the Directors and Auditor, fixing or changing the number of directors, approval of a motion to elect two or more directors by a single resolution, the election of Directors, the appointment of the Auditor, the fixing of the remuneration of the Auditor and such other business as by these Articles or the Company Act may be transacted at a general meeting without prior notice thereof being given to the members or any business which is brought under consideration by the report of the Directors.

10.2. Requirement of Quorum

No business, other than election of the chairman or the adjournment of the meeting, shall be transacted at any general meeting unless a quorum of members, entitled to attend and vote, is present at the commencement of the meeting, but the quorum need not be present throughout the meeting.

10.3. Quorum

Save as herein otherwise provided a quorum shall be two persons present and being, or representing by proxy, members holding not less than one-twentieth of the issued shares entitled to be voted at the meeting. If there is only one member holding all of the issued shares entitled to be voted at the meeting, the quorum is one person present and being, or representing by proxy, such member. The Directors, the Secretary or, in his absence, an Assistant Secretary, and the solicitor of the Company shall be entitled to attend at any general meeting but no such person shall be counted in the quorum or be entitled to vote at any general meeting unless he shall be a member or proxyholder entitled to vote thereat.

10.4. Lack of Quorum

If within half an hour from the time appointed for a general meeting a quorum is not present, the meeting, if convened upon the requisition of members, shall be dissolved. In any other case it shall stand adjourned to the same day in the next week, at the same time and place, and, if at the adjourned meeting a quorum is not present within half an hour from the time appointed for the meeting, the person or persons present and being, or representing by proxy, a member or members entitled to attend and vote at the meeting shall be a quorum.

10.5. Chairman

The Chairman of the Board, if any, or in his absence the President of the Company or in his absence a Vice-President of the Company, if any, shall be entitled to preside as chairman at every general meeting of the Company.

10.6. Alternate Chairman

If at any general meeting neither the Chairman of the Board nor President nor a Vice-President is present within fifteen minutes after the time appointed for holding the meeting or is willing to act as chairman, the Directors present shall choose one of their number to be chairman or if all the Directors present decline to take the chair or shall fail to so choose or if no Director be present, the members present shall choose one of their number to be chairman.

10.7. Adjournments

The Chairman may and shall, if so directed by the meeting, adjourn the meeting from time to time and from place to place, but no business shall be transacted at any adjourned meeting other than the business left unfinished at the meeting from which the adjournment took place. When a meeting is adjourned for thirty days or more, notice, but not «advance notice», of the adjourned meeting shall be given as in the case of an original meeting. Save as aforesaid, it shall not be necessary to give any notice of an adjourned meeting or of the business to be transacted at an adjourned meeting.

10.8. Resolutions Need Not be Seconded

No motion proposed at a general meeting need be seconded and the chairman may propose or second a motion.

10.9. Decisions by Show of Hands or Poll

Subject to the provisions of the Company Act, at any general meeting a resolution put to the vote of the meeting shall be decided on a show of hands, unless (before or on the declaration of the result of the show of hands) a poll is directed by the chairman or demanded by at least one member entitled to vote who is present in person or by proxy. The chairman shall declare to the meeting the decision on every question in accordance with the result of the show of hands or the poll, and such decision shall be entered in the book of proceedings of the Company. A declaration by the chairman that a resolution has been carried, or carried unanimously, or by a particular majority, or lost or not carried by a particular majority and an entry to that effect in the book of the proceedings of the Company shall be conclusive evidence of the fact, without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of, or against, that resolution.

10.10. Casting Vote

In the case of an equality of votes, whether on a show of hands or on a poll, the chairman of the meeting at which the show of hands takes place or at which the poll is demanded shall not be entitled to a second or casting vote.

10.11. Manner of Taking Poll

No poll may be demanded on the election of a chairman. A poll demanded on a question of adjournment shall be taken forthwith. A poll demanded on any other question shall be taken as soon as, in the opinion of the chairman, is reasonably convenient, but in no event later than seven days after the meeting and at such time and place and in such manner as the chairman of the meeting directs. The result of the poll shall be deemed to be the resolution of and passed at the meeting at which the poll was demanded. Any business other than that upon which the poll has been demanded may be proceeded with pending the taking of the poll. A demand for a poll may be withdrawn. In any dispute as to the admission or rejection of a vote the decision of the chairman made in good faith shall be final and conclusive.

10.12. Retention of Ballots Cast on a Poll

Every ballot cast upon a poll and every proxy appointing a proxyholder who casts a ballot upon a poll shall be retained by the Secretary for such period and be subject to such inspection as the Company Act may provide.

10.13. Casting of Votes

On a poll a person entitled to cast more than one vote need not, if he votes, use all his votes or cast all the votes he uses in the same way.

10.14. Ordinary Resolution Sufficient

Unless the Company Act, the Memorandum or these Articles otherwise provide, any action to be taken by a resolution of the members may be taken by an ordinary resolution.

11. Votes of Members

11.1. Number of Votes Per Share or Member

Subject to any special voting rights or restrictions attached to any class or series of shares and the restrictions on joint registered holders of shares, on a vote by a show of hands at a general meeting every member who is present in person and entitled to vote thereat shall have one vote and on a poll every member shall have one vote for each share entitled to be voted at the meeting of which he is the registered holder and may exercise such vote either in person or by proxyholder.

11.2. Votes of Persons in Representative Capacity

Any person who is not registered as a member but is entitled to vote at any general meeting in respect of a share, may vote the share in the same manner as if he were a member; but, unless the Directors have previously admitted his right to vote at that meeting in respect of the share, he shall satisfy the directors of his right to vote the share before the time for holding the meeting, or, adjourned meeting, as the case may, be at which he proposes to vote.

11.3. Representative or a Corporate Member

Any corporation not being a subsidiary which is a member of the Company may by resolution of its directors or other governing body authorize such person as it thinks fit to act as its representative at any general meeting or class or series meeting. The person so authorized, shall be entitled to exercise in respect of and at such meeting the same powers on behalf of the corporation which he represents as that corporation, could exercise if it were an individual member of the Company personally present, including, without limitation, the right, unless restricted by such resolution, to appoint a proxyholder to represent such corporation, and shall be counted for the purpose of forming a quorum if present at the meeting. Evidence of the appointment of any such representative may be sent to the Company by written instrument, telegram, telecopy, telex or any method of transmitting legibly recorded messages. Notwithstanding the foregoing, a corporation being a member may appoint a proxyholder.

11.4. Votes by Joint Holders

In the case of joint registered holders of a share the vote of the senior who exercises a vote, whether in person or by proxyholder, shall be accepted to the exclusion of the votes of the other joint registered holders; and for this purpose seniority shall be determined by the order in which the names stand in the register of members. Several legal personal representatives of a deceased member whose shares are registered in his sole name shall for the purpose of this Article be deemed joint registered holders.

11.5. Votes by Committee for a Member

A member of unsound mind entitled to attend and vote, in respect of whom an order has been made by any court having jurisdiction, may vote, whether on a show of hands or on a poll, by his committee, curator bonis, or other person in the nature of a committee or curator bonis appointed by that court, and any such committee, curator bonis, or other person may appoint a proxyholder.

11.6. Appointment of Proxyholders

A member holding more than one share in respect of which he is entitled to vote shall be entitled to appoint one or more (but not more than five) proxyholders to attend, act and vote for him on the same occasion. If such a member should appoint more than one proxyholder for the same occasion he shall specify the number of shares each proxyholder shall be entitled to vote. A member may also appoint one or more alternate proxyholders to act in the place and stead of an absent proxyholder.

11.7. Execution of Form of Proxy

A proxy shall be in writing under the hand of the appointor or of his attorney duly authorized in writing, or, if the appointor is a corporation, either under the seal of the corporation or under the hand of a duly authorized officer or attorney. A proxyholder need not be a member of the Company if:

- (a) the Company is at the time a reporting company; or
- (b) the member appointing the proxyholder is a corporation; or
- (c) the Company shall have at the time only one member; or

(d) the persons present in person or by proxy and entitled to vote at the meeting by resolution permit the proxyholder to attend and vote; for the purpose of such resolution the proxyholder shall be counted in the quorum but shall not be entitled to vote;

and in all other cases a proxyholder must be a member.

11.8. Deposit of Proxy

A proxy and the power of attorney or other authority, if any, under which it is signed or a notarially certified copy thereof shall be deposited at the registered office of the Company or at such other place as is specified for that purpose in the notice convening the meeting or in the information circular relating to the meeting, not less than 24 hours (excluding Saturdays, Sundays and holidays) before the time for holding the meeting or adjourned meeting in respect of which the person named in the instrument is appointed. In addition to any other method of depositing proxies provided for in these Articles, the Directors may from time to time by resolution make regulations relating to the depositing of proxies at any place or places and, fixing the time or times for depositing the proxies (if the Company is or becomes a reporting company, not exceeding 48 hours (excluding Saturdays, Sundays and holidays) preceding the meeting or adjourned meeting) specified in the notice calling a meeting of members or in the information circular relating to the meeting and providing for particulars of such proxies to be sent to the Company or any agent of the Company in writing or by letter, telegram, teletype, telex or any method of transmitting legibly recorded messages so as to arrive before the commencement of the meeting or adjourned meeting at the office of the Company or of any agent of the Company appointed for the purpose of receiving such particulars and providing that proxies so deposited may be acted upon as though the proxies themselves were deposited as required by this Part and votes given in accordance with such regulations shall be valid and shall be counted.

11.9. Form of Proxy

Unless the Company Act or any other statute or law which is, applicable to the Company or to any class or series of its shares requires any other, form of proxy, a proxy, whether for a specified meeting or otherwise, shall be in the form following, but may also be in any other form that the Directors or the chairman of the meeting shall approve:

(Name of Company)

The undersigned, being a member of the above named Company, hereby appoints ... or failing him ... as proxyholder for the undersigned to attend, act and vote for and on behalf of the undersigned at the general meeting of the Company to be held on the ... day of ... and at any adjournment thereof:

Signed this ... day of ...

(Signature of member).

11.10. Validity of Proxy Vote

A vote given in accordance with the terms of a proxy is valid notwithstanding the previous death or incapacity of the member giving the proxy or the revocation of the proxy or of the authority under which the form of proxy was executed or the transfer of the share in respect of which the proxy is given, provided that no notification in writing of such death, incapacity, revocation or transfer shall have been received at the registered office of the Company or by the chairman of the meeting or adjourned meeting for which the proxy was given before the vote is taken.

11.11. Revocation of Proxy

Every proxy may be revoked by an instrument in writing:

(a) executed by the member giving the same or by his attorney authorized in writing or, where the member is a corporation, by a duly authorized officer, or attorney, of the corporation; and

(b) delivered either at the registered office of the Company at any time up to and including the last business day preceding the day of the meeting, or any adjournment thereof, at which the proxy is to be used, or to the chairman of the meeting on the day of the meeting or any adjournment thereof before any vote in respect of which the proxy is to be used shall have been taken;

or in any other manner provided by law.

12. Directors

12.1. Number of Directors

The subscribers to the Memorandum of the Company are the first Directors. The Directors to succeed the first Directors may be appointed in writing by a majority of the subscribers to the Memorandum or at a meeting of the subscribers, or if not so appointed, they shall be elected by the members entitled to vote on the election of Directors and the number of Directors shall be the same as the number of Directors so appointed or elected. The number of Directors, excluding additional Directors, may be fixed or changed from time to time by ordinary resolution, whether previous notice thereof has been given or not, and Directors to fill any vacancies in the Board of Directors resulting from such fixing or changing of the number of Directors may from time to time be elected by the members entitled to vote at an annual general meeting or appointed by the members by ordinary resolution. Notwithstanding anything contained in these Articles the number of Directors shall never be, less than one or, if the Company is a reporting company, less than three.

12.2. Remuneration and Expenses of Directors

The remuneration of the Directors as such may from time to time be determined by the Directors or, if the Directors shall so decide, by the members. Such remuneration may be in addition to any salary or other remuneration paid to any officer or employee of the Company as such who is also a Director. The Directors shall be repaid such reasonable travelling, hotel and other expenses as they incur in and about the business of the Company and if any Director shall perform any professional or other services for the Company that in the opinion of the Directors are outside the ordinary duties of a Director or shall otherwise be specially occupied in or about the Company's business, he may be paid a remuneration to be fixed by the Board, or, at the option of such Director, by the Company in general meeting, and such remuneration may be either in addition to, or in substitution for any other remuneration that he may be entitled to receive.

The Directors on behalf of the Company, unless otherwise determined by ordinary resolution, may pay a gratuity or pension or allowance on retirement to any Director who has held any salaried office or place of profit with the Company or to his spouse or dependants and may make contributions to any fund and pay premiums for the purchase or provision of any such gratuity, pension or allowance.

12.3. Qualification of Directors

A Director shall not be required to hold a share in the capital of the Company as qualification for his office but shall be qualified, as required by the Company Act to, become or act as a Director.

13. Election and removal of Directors

13.1. Election at Annual General Meeting

At each annual general meeting of the Company all the Directors shall retire and the members entitled to vote thereat shall elect a Board of Directors consisting of the number of Directors for the time being fixed pursuant to these Articles. If the Company is a company that is not a reporting company and the business to be transacted at any annual general meeting is consented to in writing by all the members who are entitled to attend and vote thereat such annual general meeting shall be deemed for the purpose of this Part to have been held on such written consent becoming effective.

13.2. Eligibility of Retiring Director

A retiring Director shall be eligible for re-election.

13.3. Continuance of Directors

Where the Company fails to hold an annual general meeting in accordance with the Company Act, the Directors then in office shall be deemed to have been elected or appointed as Directors on the last day on which the annual general meeting could have been held pursuant to these Articles and they may hold office until other Directors are appointed or elected or until the day on which the next annual general meeting is held.

13.4. Election of Less than Required Number of Directors

If at any general meeting at which there should be an election of Directors, the places of any of the retiring Directors are not filled by such election, such of the retiring Directors who are not re-elected as may be requested by the newly-elected Directors shall, if willing to do so, continue in office to complete the number of Directors for the time being fixed pursuant to these Articles until further new Directors are elected at a general meeting convened for the purpose. If any such election or continuance of Directors does not result in the election or continuance of the number of Directors for the time being fixed pursuant to these Articles such number shall be fixed at the number of Directors actually elected or continued in office.

13.5. Filling a Casual Vacancy

The Directors may fill any casual vacancy which has occurred or which is anticipated to occur in the Board of Directors.

13.6. Additional Directors

Between successive annual general meetings the Directors shall have power to appoint one or more additional Directors but not more than one-third of the number of Directors elected or appointed at the last annual general meeting, at which Directors were elected. Any Director so appointed shall hold office only until the next following annual general meeting of the Company, but shall be eligible for election at such meeting and so long as he is an additional Director the number of Directors shall be increased accordingly.

13.7. Alternate Directors

Any Director may by instrument in writing delivered to the Company appoint any person to be his alternate to act his place at meetings of the Directors at which he is not present unless the Directors shall have reasonably disapproved the appointment of such person as an alternate Director and shall have given notice to that effect to the Director appointing the alternate Director within a reasonable time after delivery of such instrument to the Company. Every such alternate shall be entitled to notice of meetings of the Directors and to attend and vote as a Director at a meeting at which the person appointing him is not personally present, and, if he is a Director, to have a separate vote on behalf of the Director he is representing in addition to his own vote. A person may be appointed as an alternate Director by more than one Director, and an alternate Director shall be counted separately in determining the quorum for, and having a separate vote on behalf of each Director he is representing. A Director may at any time by instrument, telegram, telecopy, telex, or any method of transmitting legibly recorded messages delivered to the Company revoke the appointment of an alternate appointed by him. The remuneration payable to such an alternate shall be payable out of the remuneration of the Director appointing him.

13.8. Termination of Directorship

The office of Director shall be vacated if the Director:

- (a) resigns his office by notice in writing delivered to the registered office of the Company; or,
- (b) is convicted of an indictable offence and the other Directors shall have resolved to remove him; or
- (c) ceases to be qualified to act as a Director pursuant to the Company Act:

13.9. Removal of Directors

The Company may by special resolution remove any Director before the expiration of his period of office, and may by an ordinary resolution appoint another person in his stead.

14. Powers and duties of Directors

14.1. Management of Affairs and Business

The Directors shall manage, or supervise the management of, the affairs and business of the Company and shall have the authority to exercise all such powers of the Company as are not, by the Company Act or by the Memorandum or these Articles, required to be exercised by the Company in general meeting.

14.2. Appointment of Attorney

The Directors may from time to time by power of attorney or other instrument under the seal, appoint any person to be the attorney of the Company for such purposes, and with such powers, authorities and discretions (not exceeding those vested in or exercisable by the Directors under these Articles and excepting, the powers of the Directors relating to the constitution of the Board and of any of its committees and the appointment or removal of officers and the power to declare dividends) and for such period, with such remuneration and subject to such conditions as the Directors may think fit, and any such appointment may be made in favour of any of the Directors or any of the members of the Company or in favour of any corporation, or of any of the members, directors, nominees or managers of any corporation, firm or joint venture and any such power of attorney may contain such provisions for the protection or convenience of persons dealing with such attorney as the Directors think fit. Any such attorney may be authorized by the Directors to sub-delegate all or any of the powers, authorities and discretions for the time being vested in him.

15. Disclosure of interest of Directors

15.1. Disclosure of Conflicting Interest

A Director who is, in any way, directly or indirectly interested in an existing or proposed contract or transaction with the Company or who holds any office or possesses any property whereby, directly or indirectly, a duty or interest might be created to conflict with his duty or interest as a Director shall declare the nature and extent of his interest in such contract or transaction or of the conflict or potential conflict with his duty and interest as a Director, as the case may be, in accordance with the provisions of the Company Act.

15.2. Voting and Quorum re Proposed Contract

Unless any such contract or transaction with the Company in which a Director is interested is approved or ratified by a special resolution of the Company, a Director who is interested in any such contract or transaction shall not vote in respect of the approval of it and if he does so vote his vote shall not be counted, but in any event, and whether or not any such special resolution is passed, such Director shall be counted in the quorum present at the meeting at which such vote is taken. A Director shall be deemed not to be interested in any such contract or transaction for the purposes of this article and article 15.1 where he ... under the provisions of the Company, deemed not to be interested in the contract or transaction.

15.3. Director May Hold Office or Place of Profit with Company

A Director may hold any office or place of profit with the Company (other than the office of auditor of the Company) in conjunction with his office of Director for such period and on such terms (as to remuneration or otherwise) as the Directors may determine and no Director or intended Director shall be disqualified by his office from contracting with the Company either with regard to his tenure of any such other office or place of profit or as vendor, purchaser or otherwise, and, subject to compliance with the provisions of the Company Act, no contract or transaction entered into by or on behalf of the Company in which a Director is in any way interested shall be liable to be voided by reason thereof.

15.4. Director Acting in Professional Capacity

Subject to compliance with the provisions of the Company Act, a Director or his firm may act in a professional capacity for the Company (except as auditor of the Company) and he or his firm shall be entitled to remuneration for professional services as if he were not a Director.

15.5. Director Receiving Remuneration from Other Interests

A Director may be or become a director or other officer or employee of, or otherwise interested in, any corporation or firm in which the Company may be interested as a shareholder or otherwise, and, subject to compliance with the provisions of the Company Act, such Director shall not be accountable to the Company for any remuneration or other benefits received by him as director, officer or employee of, or from his interest in, such other corporation or firm, unless the Company in general meeting otherwise directs.

16. Proceedings of Directors

16.1. Chairman and Alternate

The Chairman of the Board, if any, or in his absence, the President shall preside as chairman at every meeting of the Directors, or if there is no Chairman of the Board or neither the Chairman of the Board nor the President is present within fifteen minutes of the time appointed for holding the meeting or is will to act as chairman, or, if the Chairman of the Board, if any, and the President have advised the Secretary that they will not be present at the meeting, the Directors present shall choose one of their number to be chairman of the meeting.

16.2. Meetings - Procedures

The Directors may meet together for the dispatch of business, adjourn and otherwise regulate their meetings, as they think fit. Questions arising at any meeting shall be decided by a majority of votes. In case of an equality of votes the chairman shall not have a second or casting vote. Meetings of the Board held at regular intervals may be held at such place, at such time and upon such notice (if any) as the Board may by resolution from time to time determine.

16.3. Meetings by Conference Telephone

A Director may participate in a meeting of the Board or of any committee of the Directors by means of conference telephones or other communications facilities by means of which all Directors participating in the meeting can hear each other and provided that all such Directors agree to such participation. A Director participating in a meeting in accordance with this Article shall be deemed to be present at the meeting and to have so agreed and shall be counted in the quorum therefor and be entitled to speak and vote thereat.

16.4. Notice of Meeting

A Director may, and the Secretary or an Assistant Secretary upon request of a Director shall, call a meeting of the Board at any time. Reasonable notice of such meeting specifying the place, day and hour of such meeting shall be given by mail, postage prepaid, addressed to each of the Directors and alternate Directors at his address as it appears on the books of the Company or by leaving it at his usual business or residential address or by telephone, telegram, teletype,

telex, or any method of transmitting legibly recorded messages. It shall not be necessary to give notice of a meeting of Directors to any Director or alternate Director (i) who is at the time not in the Province of British Columbia or (ii) if such meeting is to be held immediately following a general meeting at which such Director shall have been elected or is the meeting of Directors at which such Director is appointed. Accidental omission to give notice of a meeting to, or the non-receipt of notice of a meeting by, any director or alternate director shall not invalidate the proceedings at the meeting.

16.5. Waiver of Notice of Meetings

Any Director of the Company may file with the Secretary a document executed by him waiving notice of any past, present or future meeting or meetings of the Directors being, or required to have been, sent to him and may at any time withdraw such waiver with respect to meetings held thereafter. After filing such waiver with respect to future meetings and until such waiver is withdrawn no notice need be given to such Director and, unless the Director otherwise requires in writing to the Secretary, to his alternate Director of any meeting of Directors and all meetings of the Directors so held shall be deemed not to be improperly called or constituted by reason of notice not having been given to such Director or alternate Director.

16.6. Quorum

The quorum necessary for the transaction of the business of the Directors may be fixed by the Directors and if not so fixed shall be two Directors; provided that if the number of Directors is fixed at one, or in the case of a sole subscriber to the Memorandum of the Company, the quorum necessary for the transaction of the business of the Directors shall be one Director.

16.7. ... Directors may Act During Vacancy

The continuing Directors may act notwithstanding any vacancy in their body, but, if and as long as their number is reduced below the number fixed pursuant to these Articles as the necessary quorum of Directors, the continuing Directors may act for the purpose of increasing the number of Directors to that number, or of summoning a general meeting of the company, but for no other purpose.

16.8. Validity of Acts of Directors

Subject to the provisions of the Company Act, all acts done by any meeting of the Directors or of a committee of Directors, or by any person acting as a Director, shall, notwithstanding that it be afterwards discovered that there was some defect in the qualification, election or appointment of any such Directors or of the members of such committee or person acting as aforesaid, or that they or any of them were disqualified, be as valid as if every such person had been duly elected or appointed and was qualified to be a Director.

16.9. Resolution in Writing Effective

A resolution consented to in writing, whether by document, telegram, telecopy, telex or any method of transmitting legibly recorded messages or other means, by all of the Directors shall be as valid and effectual as if it had been passed at a meeting of the Directors duly called and held. Such resolution may be in two or more counterparts which together shall be deemed to constitute one resolution in writing. Such resolution shall be filed with the minutes of the proceedings of the Directors and shall be effective on the date stated thereon or on the latest date stated on any counterpart.

17. Executive and other committees

17.1. Appointment of Executive Committee

The Directors may by resolution appoint an Executive Committee to consist of such member or members of their body as they think fit, which Committee shall have, and may exercise during the intervals between the meetings of the Board, all the powers vested in the Board except the power to fill vacancies in the Board, the power to change the membership of, or fill vacancies in, said Committee or any other committee of the Board and such other powers, if any, as may be specified in the resolution. The said Committee shall keep regular minutes of its transactions and shall cause them to be recorded in books kept for that purpose, and shall report the same to the Board of Directors at such times as the Board of Directors may from time to time require. The Board shall have the power at any time to revoke or override the authority given to or acts done by the Executive Committee except as to acts done before such revocation or overriding and to terminate the appointment or change the membership of such Committee and to fill vacancies in it. The Executive Committee may make rules for the conduct of its business and may appoint such assistants as it may deem necessary. A majority of the members of said Committee shall constitute a quorum thereof.

17.2. Appointment of Committees

The Directors may by resolution appoint one or more committees consisting of such member or members of their body as they think fit and may delegate to any such committee between meetings of the Board such powers of the Board (except the power to fill vacancies in the Board and the power to change the membership of or fill vacancies in any committee of the Board and the power to appoint or remove officers appointed by the Board) subject to such conditions as may be prescribed in such resolution, and all committees so appointed shall keep regular minutes of their transactions and shall cause them to be recorded in books kept for that purpose, and shall report the same to the Board of Directors at such times as the Board of Directors may from time to time require. The Directors shall also have power at any time to revoke or override any authority given to or acts to be done by any such committees except as to acts done before such revocation or overriding and to terminate the appointment or change the membership of a committee and to fill vacancies in it. Committees may make rules for the conduct of their business and may appoint such assistants as they may deem necessary. A majority of the members of a committee shall constitute a quorum thereof.

17.3. Procedure at Meetings

The Executive Committee and any other committee may meet and adjourn as it thinks proper. Questions arising at any meeting shall be determined by a majority of votes of the members of the committee present, and in case of an equality of votes the chairman shall not have a second or casting vote. A resolution consented to in writing as set out in Article 16.9 by all the members of the Executive Committee or any other committee shall be as valid and effective as

if it, had been passed at a meeting of such Committee duly called and constituted. Such resolution may be in two or more counterparts which together shall be deemed to constitute one resolution in writing. Such resolution shall be filed with the minutes of the proceedings of the committee and shall be effective on the date stated thereon or on the latest date stated in any counterpart.

18. Officers

18.1. President and Secretary Required

The Directors shall, from time to time, appoint a President and a Secretary and such other officers, if any, as the Directors shall determine and the Directors may, at any time, terminate any such appointment. No officer shall be appointed unless he is qualified in accordance with the provisions of the Company Act.

18.2. Persons Holding More than One Office and Remuneration

One person may hold more than one of such offices except that the offices of President and Secretary must be held by different persons unless the Company has only one member. Any person appointed as the Chairman of the Board, the President or the Managing Director shall be a Director. The other officers need not be Directors. The remuneration of the officers of the Company as such and the terms and conditions of their tenure of office or employment shall from time to time be determined by the Directors; such remuneration may be by way of salary, fees, wages, commission or participation in or any other means or all of these modes and an officer may in addition to such remuneration be entitled to receive after he ceases to hold such office or leaves the employment of the Company a pension or gratuity. The Directors may decide what functions and duties each officer shall perform and may entrust to and confer upon him any of the powers exercisable by them upon such terms and condition and with such restrictions as they think fit and may from time to time revoke, withdraw, alter or vary all or any of such functions, duties and powers. The Secretary shall, inter alia, perform the functions of the Secretary specified in the Company Act.

18.3. Disclosure of Conflicting Interest

Every officer of the Company who holds any office or possesses any property whereby, whether directly or indirectly, duties or interests might be created in conflict with his duties or interests as an officer of the Company shall, in writing, disclose to the President the fact and the nature and extent of the conflict.

19. Indemnity and protection of Directors, officers and employees

19.1. Indemnification of Directors

Subject to the provisions of the Company Act, the Directors shall cause the Company to indemnify a Director or former Director of the Company and the heirs and personal representatives of any such Director or former Director, and the Directors may cause the Company to indemnify a director or former director of a corporation of which the Company is or was a shareholder and the heirs and personal representatives of any such Director or former Director, against all costs, charges and expenses, including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment, actually and reasonably incurred by him or them including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment in a civil, criminal or administrative action or proceeding to which he is or they are made a party by reason of his being or having been a Director of the Company or a director of such corporation, including any action brought by the Company or any such corporation. Each Director of the Company on being elected or appointed shall be deemed to have contracted with the Company on the terms of the foregoing indemnity.

19.2. Indemnification of Officers, Employees, Agents

Subject to the provisions of the Company Act, the Directors may cause the Company to indemnify any officer, employee or agent of the Company or of a corporation of which the Company is or was a shareholder (notwithstanding that he is also a Director) and his heirs and personal representatives against all costs, charges and expenses whatsoever incurred by him or them and resulting from his acting as an officer, employee or agent of the Company or such corporation. In addition the Company shall indemnify the Secretary or an Assistant Secretary of the Company (if he shall not be a full time employee of the Company and notwithstanding that he is also a Director) and his respective heirs and legal representatives against all costs, charges and expenses whatsoever incurred by him or them and arising out of the functions assigned to the Secretary by the Company Act or these Articles and each such Secretary and Assistant Secretary shall on being appointed be deemed to have contracted with the Company on the, terms of the foregoing indemnity.

19.3. Indemnification Not Invalidated by Non-compliance

The failure of a Director or officer of the Company to comply with the provisions of the Company Act or of the Memorandum or these Articles shall not invalidate any indemnity to which he is entitled under this Part.

19.4. Company May Purchase Insurance

The Directors may cause the Company to purchase and maintain insurance for the benefit of any person who is or was serving as a Director officer, employee or agent of the Company or as a director, officer, employee or agent of any corporation of which the Company is or was a shareholder and his heirs or personal representatives against any liability incurred by him as such Director, director, officer, employee or agent.

20. Dividends and Reserve

20.1. Declaration of Dividends

The Directors may from time to time declare and authorize payment of such dividends, if any, as they may deem advisable and need not give notice of such declaration to any member. No dividend shall be paid otherwise than out of funds and/or assets properly available for the payment of dividends and a declaration by the Directors as to the amount of such funds or assets available for dividends shall be conclusive. The Company may pay any such dividend wholly or in part by the distribution of specific assets and in particular by paid up shares, bonds, debentures or other securities of the Company or any other corporation or in any one or more such ways as may be authorized by the Company or the Directors and where any difficulty arises with regard to such a distribution the Directors may settle the same as they think expedient, and in particular may fix the value for distribution of such specific assets or any part thereof, and may determine that cash payments in substitution for all or any part of the specific assets to which any members are entitled

shall be made to any members on the basis of the value so fixed in order to adjust the rights of all parties and may vest any such specific assets in trustees for the persons entitled to the dividend as may seem expedient to the Directors.

20.2. Declared Dividend Date

Any dividend declared on shares of any class or series by the Directors may be made payable on such date as is fixed by the Directors.

20.3. Proportionate to Number of Shares Held

Subject to the rights of members (if any) holding shares with special rights as to dividends, all dividends on shares of any class or series shall be declared and paid according to the number of such shares held.

20.4. Reserves

The Directors may, before declaring any dividend, set aside out of the funds properly available for the payment of dividends such sums as they think proper as a reserves or reserves, which shall, at the discretion of the Director, be applicable for meeting contingencies, or for equalizing dividends, or for any other purpose to which such funds of the Company may be properly applied, and pending such application may, at the like discretion, either be employed in the business of the Company or be invested in such investments as the Directors may from time to time think fit. The Directors may also, without placing the same in reserve, carry forward such funds which they think prudent not to divide.

20.5. Receipts by Joint Holders

If several persons are registered as joint holders of any share, any one of them may give an effective receipt for any dividend, bonuses or other moneys payable in respect of the share.

20.6. No Interest on Dividends

No dividend shall bear interest against the Company. Where the dividend to which a member is entitled includes a fraction of a cent, such fraction shall be disregarded in making payment thereof and such payment shall be deemed to be payment in full.

20.7. Payment of Dividends

Any dividend, bonuses or other moneys payable in cash, in respect of shares may be paid by cheque or warrant sent through the post directed to the registered address of the holder, or in the case of joint holders, to the registered address of that one of the joint holders who is first named on the register, or to such person and to such address as the holder or joint holders may direct in writing. Every such cheque or warrant shall be made payable to the order of the person to whom it is sent. The mailing of such cheque or warrant shall, to the extent of the sum represented thereby (plus the amount of any tax required by law to be deducted), discharge all liability for the dividend, unless such cheque or warrant shall not be paid on presentation or the amount of tax so deducted shall not be paid to the appropriate taxing authority.

20.8. Capitalization of Undistributed Surplus

Notwithstanding anything contained in these Articles the Directors may from time to time capitalize any undistributed surplus on hand of the Company and may from time to time issue as fully paid and non-assessable any unissued shares, or any bonds, debentures or debt obligations of the Company as a dividend representing such undistributed surplus on hand or any part thereof.

21. Documents, Records and Reports

21.1. Documents to be Kept

The Company shall keep at its records office or at such other place as the Company Act may permit, the documents, copies, registers, minutes and records which the Company is required by the Company Act to keep at its records office or such other place, as the case may be.

21.2. Accounts to be Kept

The Company shall cause to be kept proper books of account and accounting records in respect of all financial and other transactions of the Company in order properly to record the financial affairs and condition of the Company and to comply with the Company Act.

21.3. Inspection of Accounts

Unless the Directors determine otherwise, or unless otherwise determined by an ordinary resolution, no member of the Company shall be entitled to inspect the accounting records of the Company.

21.4. Financial Statements and Reports

The Directors shall from time to time at the expense of the Company cause to be prepared and laid before the Company in general meeting such financial statements and reports as are required by the Company Act. Every member shall be entitled to be furnished once gratis on demand with a copy of the latest annual financial statement of the Company and, if so required by the Company Act, a copy of each such annual financial statement shall be mailed to each member.

22. Notices

22.1. Method of Giving Notice

A notice, statement or report may be given or delivered by the Company to any member either by delivery to him personally or by sending it by mail to him to his address as recorded in the register of members. Where a notice, statement or report is sent by mail, service or delivery of the notice, statement or report shall be deemed to be effected by properly addressing, prepaying and mailing the notice, statement or report and to have been given on the day, Saturdays, Sundays and holidays excepted, following the date of mailing. A certificate signed by the Secretary or other officer of the Company or of any other corporation acting in that behalf for the Company that the letter, envelope or wrapper containing the notice, statement or report was so Addressed, prepaid and mailed shall be conclusive evidence thereof.

22.2. Notice to Joint Holder

A notice, statement or report may be given or delivered by the Company to the joint holders of a share by giving the notice to the joint holder first named in the register of members in respect of the share.

22.3. Notice to Personal Representative

A notice, statement or report may be given or delivered by the Company to the persons entitled to a share in consequence of the death, bankruptcy or incapacity of a member by sending it through the mail prepaid addressed to them by name or by the title of representatives of the deceased or, incapacitated person or trustee of the bankrupt, or by any like description, at the address (if any) supplied to the Company for the purpose by the persons claiming to be so entitled, or (until such address has been so supplied) by giving the notice in a manner in which the same might have been given if the death, bankruptcy or incapacity had not occurred.

22.4. Persons to Receive Notice

Notice of every general meeting or meeting of members holding a class or series of shares shall be given in a manner hereinbefore authorized to every member holding at the time of the issue of the notice or the date fixed for determining the members entitled to such notice, whichever is the earlier, shares which confer the right to notice of and to attend and vote at any such meeting. No other person except the auditor of the Company and the Directors of the Company shall be entitled to receive notices of any such meeting.

23. Record dates

23.1. Record Date

The Directors may fix in advance a date, which shall not be more than the maximum number of days permitted by the Company Act preceding the date of any meeting of members or any class thereof or of the payment of any dividend or of the proposed taking of any other proper action requiring the determination of members as the record date for the determination of the members entitled to notice of or to attend and vote at, any such meeting and any adjournment thereof, or entitled to receive payment of any such dividend or for any other proper purpose and, in such case, notwithstanding anything elsewhere, contained in these Articles, only members of record on the date so fixed shall be deemed to be members for the purposes aforesaid.

23.2. No Record Date Fixed

Where no record date is so fixed for the determination of members as provided in the preceding Article, the date on which the notice is mailed or on which the resolution declaring the dividend is adopted, as the case may be, shall be the record date for such determination.

24. Seal

24.1. Affixation of Seal to Documents

The Directors may provide a seal for the Company and, if they do so, shall provide for the safe custody of the seal which shall not be affixed to any instrument except in the presence of the following persons, namely:

(a) any two Directors; or

(b) one of the Chairman of the Board, the President, the Managing Director, a Director and a Vice-President together with one of the Secretary, the Treasurer, the Secretary-Treasurer, an Assistant Secretary, an Assistant Treasurer and an Assistant Secretary-Treasurer; or

(c) if the Company shall have only one member, the President or the Secretary; or

(d) such person or persons as the Directors may from time to time by resolution appoint;

and the said Directors, officers, person or persons in whose presence the seal is so affixed to an instrument shall sign such instrument. For the purpose of certifying under seal true copies of any document or resolution the seal may be affixed in the presence of any one of the foregoing persons.

24.2. Mechanical Reproduction of Signatures

To enable the seal of the Company to be affixed to any bonds, debentures, share certificates, or other securities of the Company, whether in definitive or interim form, on which facsimiles of any of the signatures of the Directors or officers of the Company are, in accordance with the Company Act and/or these Articles, printed or otherwise mechanically reproduced there may be delivered to the firm or corporation employed to engrave, lithograph or print such definitive or interim bonds, debentures, share certificates or other securities one or more unmounted dies reproducing the Company's seal and the Chairman of the Board, the President, the Managing Director or a Vice-President and the Secretary, Treasurer, Secretary-Treasurer, an Assistant Secretary, an Assistant Treasurer or an Assistant Secretary-Treasurer may by a document authorize such firm or corporation to cause the Company's seal to be affixed to such definitive or interim bonds, debentures, share certificates or other securities by the use of such dies. Bonds, debentures, share certificates or other securities to which the Company's seal has been so affixed shall for all purposes be deemed to be under and to bear the Company's seal lawfully affixed thereto.

24.3. Official Seal for Other Jurisdictions

The Company may have for use in any other province, state, territory or country an official seal which shall have on its face the name of the province, state, territory or country where it is to be used and all of the powers conferred by the Company Act with respect thereto may be exercised by the Directors or by a duly authorized agent of the Company.

25. Prohibitions

25.1. Number of Members and Designated Securities Holders

The Company shall limit the number of its members and holders of other designated securities (as defined under or pursuant to British Columbia securities legislation) issued by the Company, exclusive of persons who are in its employment and exclusive of persons who, having been formerly in the employment of the Company, were, while in that employment, and have continued after termination of that employment to be, holders of shares or such other securities of the Company, to not more than fifty, two or more persons who are the joint registered owners of one or more shares or such other securities being counted as one holder.

25.2. No Securities to be Offered to the Public

The Company shall not distribute its securities to the public or make any invitation to the public to subscribe for its securities.

25.3. Restrictions on Transfers of Shares and Designated Securities

No shares or other designated securities (as defined under or pursuant to British, Columbia securities legislation) shall be transferred without the consent of the Directors expressed by resolution and the Directors shall not be required to give any reason for refusing to consent to any such transfer.

Dated the 12th day of November, 2003.

Y. Moisan.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2003, réf. LSO-AL05337. – Reçu 92 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(000723.2//889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2004.

C.I.G.D. S.A., CONSORTIUM INTERNATIONAL DE GESTION ET DE DEVELOPPEMENT S.A.,

Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 78.257.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2003, réf. LSO-AL05729, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2004.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(001240.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

SILVER STAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4-6, rue Jean Engling.
R. C. Luxembourg B 71.740.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2004, réf. LSO-AM00745, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2004.

SILVER STAR S.A.

Signature

(001200.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

DORAZINE FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 45.096.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 avril 2002

Conformément à l'article 100 sur les sociétés, il a été voté la continuation de l'activité de la société malgré une perte supérieure à la moitié du capital.

Pour la société DORAZINE FINANCE S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2003, réf. LSO-AL05135. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(001399.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

SEVEN SEAS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4-6, rue Jean Engling.
R. C. Luxembourg B 72.042.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2004, réf. LSO-AM00743, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 décembre 2003.

SEVEN SEAS S.A.

Signature

(001205.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

ABYSS PARTNER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Bertrange.
R. C. Luxembourg B 82.705.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2003, réf. LSO-AL05721, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 janvier 2004.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(001228.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

BILUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 30.605.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2003, réf. LSO-AL05723, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 janvier 2004.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(001230.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

ADVANCED FOOD HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 81.435.

DISSOLUTION

L'an deux mille trois, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

OVERSEAS PRIVATE INVESTMENTS Inc., une société avec siège social à Calle 50 No 102 Edificio Universal Planta Baja, Panama,

ici représentée par Madame Geneviève Blauen, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 4 décembre 2003.

Laquelle procuration, après avoir été signée par la mandataire et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante a, par sa mandataire, prié le notaire d'acter que:

- La société anonyme ADVANCED FOOD HOLDING S.A., R. C. Luxembourg B 81.435, dénommée ci-après «la Société», fut constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 30 mars 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 952 du 2 novembre 2001.

- Le capital social est actuellement fixé à trente et un mille (31.000,-) euros, représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent (100,-) euros chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

- La comparante s'est rendue successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société.

- Par la présente la comparante en tant qu'actionnaire unique prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat.

- La comparante déclare qu'elle a pleine connaissance des statuts de la Société et qu'elle connaît parfaitement la situation financière de la Société.

- La comparante affirme en sa qualité de liquidateur de la Société que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de ladite Société a été payé ou provisionné, que l'actionnaire unique est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

- L'actionnaire unique donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire pour leurs mandats jusqu'à ce jour.

- Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Sur ce, la mandataire de la comparante a présenté au notaire le registre des actions avec les transferts afférents ainsi qu'un certificat d'actions au porteur n° 1^{er} lequel a été immédiatement lacéré.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société ADVANCED FOOD HOLDING S.A.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. Blauen, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2003, vol. 19CS, fol. 72, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Releveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2003.

A. Schwachtgen.

(001011.3/230/48) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

CALORILUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Bettembourg.

R. C. Luxembourg B 7.627.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2003, réf. LSO-AL05725, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2004.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(001233.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

CANON LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Howald.

R. C. Luxembourg B 16.539.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2003, réf. LSO-AL05726, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2004.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(001235.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

FROBI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4750 Pétange, 19, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 97.768.

STATUTS

L'an deux mille trois, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Aloyse Biel, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en remplacement de Maître Robert Schuman, notaire de résidence à Differdange, dûment empêché, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1.- Monsieur Jean-Marie Henri Fronieux, commerçant, né le 30 juin 1952 à Longwy, demeurant à F-54135 Mexy, 1, rue Pasteur,

2.- Monsieur Franck José Regis Bignossi, commerçant, né le 22 février 1974 à Mont-Saint-Martin, demeurant à F-54260 Longuyon, 65, rue de l'Hôtel de Ville.

Lesquels comparants ont par les présentes déclaré constituer une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de FROBI, S.à r.l., société à responsabilité limitée.

Art. 2. Le siège social est fixé à Pétange.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associé(s).

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcoolisées et non-alcoolisées avec petite restauration.

La société peut en outre exercer toutes activités et effectuer toutes opérations ayant un rapport direct et indirect avec son objet social ou susceptibles d'en favoriser sa réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à douze mille quatre cents Euros (EUR 12.400,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre Euros (EUR 124,-) chacune.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires des parts sociales représentant au moins les trois quarts des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir du refus de cession à des non-associés.

Art. 7. La société est administrée par un ou plusieurs gérants.

L'assemblée générale des associés fixe les pouvoirs du ou des gérant(s).

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 10. En cas de dissolution, la société sera dissoute et la liquidation sera faite conformément aux prescriptions légales.

Art. 11. Pour tous les points qui ne sont pas réglementés par les présents statuts, le ou les associé(s) se soumet(tent) à la législation en vigueur.

Disposition transitoire

Par dérogation le premier exercice commence aujourd'hui et finira le trente et un décembre 2003.

Souscription

Les parts sociales ont été intégralement souscrites et entièrement libérées comme suit:

1.- Monsieur Jean-Marie Fronieux, préqualifié: quatre-vingt-quinze parts sociales,	50
2.- Monsieur Franck Bignossi, préqualifié: cinq parts sociales,	50
Total: cent parts sociales,	100

La libération du capital social a été faite par un versement en espèces de sorte que le somme de douze mille quatre cents Euros (EUR 12.400,-) se trouve à la libre disposition de la société ainsi qu'il en est justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à huit cent cinquante Euros (EUR 850,-)

Assemblée Générale Extraordinaire

Réunis en assemblée générale extraordinaire, les associés ont pris, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à deux (2).
- 2.- Est nommé gérant technique pour une durée indéterminée:
Monsieur Jean-Marie Fronieux, prédit;
Est nommé gérant administratif pour une durée indéterminée:
Monsieur Franck Bignossi, prédit.
- 3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.
- 4.- L'adresse du siège social est fixée à L-4750 Pétange, 19, route de Longwy.

Dont acte, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.-M. Fronieux, F. Bignossi, A. Biel.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 30 décembre 2003, vol. 894, fol. 41, case 2. – Reçu 124 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Differdange, le 5 janvier 2003.

R. Schuman.

(000633.3/237/72) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2004.

CLERVAUX PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 72.188.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2003, réf. LSO-AL05728, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2004.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(001238.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

DALEIMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 42.508.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2003, réf. LSO-AL05732, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2004.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(001242.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

CAPITAL STRATEGY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 42.709.

L'an deux mille trois, le onze décembre.

Par-devant Maître Marthe Thyès-Walch, notaire de résidence à Luxembourg, soussignée.

A Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CAPITAL STRATEGY S.A., ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 42.709, constituée sous la dénomination de HTC LUX S.A. suivant acte reçu en date du 23 décembre 1992, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 171 du 21 avril 1993 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 15 mai 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1170 du 3 août 2002.

L'assemblée est présidée par Monsieur Serge Atlan, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Muriel Dessertenne, employée privée, demeurant à Thionville (France).

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Anne Bévière, employée privée, demeurant à Fourmies (France).

Monsieur le président déclare et prie le notaire d'acter.

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et les actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les cinq mille (5.000) actions représentant l'intégralité du capital social, actuellement fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-), sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1.- Approbation du projet de fusion par absorption de CAPITAL STRATEGY S.A., OPTIMA CONSEIL S.A. et INT. ECO S.A. (anciennement FIDUCIAIRE MAGELLAN LUXEMBOURG S.A.) par PARGESTION S.A., publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1716 du 30 novembre 2002, sur base des bilans respectifs des quatre sociétés au 30 juin 2002.

2.- Décision de réaliser la fusion à la date du 1^{er} juillet 2002, par le transfert de l'universalité du patrimoine actif et passif de CAPITAL STRATEGY S.A. à la société absorbante, sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi sur les sociétés commerciales.

3.- Approbation du rapport justificatif du conseil d'administration sur le projet de fusion et sur le rapport d'échange des actions, tel que prévu par l'article 265 de la loi sur les sociétés commerciales.

4.- Approbation du rapport de l'expert indépendant sur le projet de fusion prévu par l'article 266 de la loi sur les sociétés commerciales.

5.- Approbation de l'apport de tous les éléments actifs et passifs de CAPITAL STRATEGY S.A. à la société absorbante et acceptation, en rémunération de l'apport de fusion, de 1.000 (mille) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 31.- (trente et un euros) chacune de la société PARGESTION S.A., jouissant des mêmes droits que les actions anciennes, lesdites actions nouvelles étant à attribuer aux actionnaires de CAPITAL STRATEGY S.A. à raison d'une action nouvelle de PARGESTION S.A. pour cinq actions anciennes de CAPITAL STRATEGY S.A.

6.- Décharge à accorder aux administrateurs et commissaire aux comptes.

7.- Désignation du lieu où seront conservés les documents sociaux pendant le délai légal.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée approuve, sur base des documents suivants, le projet de fusion par absorption de CAPITAL STRATEGY S.A., OPTIMA CONSEIL S.A. et INT. ECO S.A. (anciennement FIDUCIAIRE MAGELLAN LUXEMBOURG S.A.) par PARGESTION S.A., tel que celui-ci a été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1716 du 30 novembre 2002, conformément aux dispositions de l'article 262 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales:

- a) le projet de fusion;
- b) les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion au 31 décembre 1999, au 31 décembre 2000 et au 31 décembre 2001;
- c) l'état comptable arrêté à la date du 30 juin 2002;
- d) le rapport justificatif du conseil d'administration sur le projet de fusion et sur le rapport d'échange des actions, établi conformément à l'article 265 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales;
- e) le rapport de l'expert indépendant, Monsieur Jean Bernard Zeimet, réviseur d'entreprises, demeurant à L-2146 Luxembourg, 51-53, rue de Merl, désigné par ordonnance de la Première Vice-Présidente du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg datée du 28 octobre 2002, établi conformément à l'article 266 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'assemblée approuve les prédicts rapports sub d) et e).

Le rapport sub d), après avoir été signé ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Le rapport sub e) est demeuré annexé au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de PARGESTION S.A., société absorbante, reçu ce jour par le notaire instrumentant.

Tous les actionnaires présents ou représentés confirment que les documents susvisés ont été tenus à leur disposition pendant les délais prescrits par la loi.

Deuxième résolution

Conformément aux dispositions de l'article 259 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée décide de réaliser la fusion, en ce qui concerne CAPITAL STRATEGY S.A., par le transfert de l'universalité de son patrimoine actif et passif à la société absorbante, PARGESTION S.A., moyennant attribution d'actions de la société absorbante aux actionnaires de CAPITAL STRATEGY S.A.

Troisième résolution

L'assemblée décide que, nonobstant les dispositions de l'article 272 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, la fusion produira les effets prévus à l'article 274 de la même loi à compter du 1^{er} juillet 2002, sans préjudice des dispositions de l'article 273 de ladite loi sur les effets de la fusion à l'égard des tiers.

Toutes les opérations réalisées par la société CAPITAL STRATEGY S.A. depuis cette date sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante.

Quatrième résolution

L'assemblée constate et approuve le fait que l'apport à la société absorbante a été fait sur base d'une situation comptable arrêtée au 30 juin 2002.

Cinquième résolution

L'assemblée approuve l'apport de tous les éléments actifs et passifs de CAPITAL STRATEGY S.A. à la société absorbante, conformément aux dispositions du projet de fusion.

En rémunération de l'apport de fusion, l'assemblée décide d'accepter 1.000 (mille) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 31.- (trente et un euros) chacune de la société PARGESTION S.A., jouissant des mêmes droits que les actions anciennes, lesdites actions nouvelles étant à attribuer aux actionnaires de CAPITAL STRATEGY S.A. à raison d'une action nouvelle de PARGESTION S.A. pour cinq actions anciennes de CAPITAL STRATEGY S.A.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'accorder décharge aux administrateurs et commissaire aux comptes de CAPITAL STRATEGY S.A. pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Septième résolution

L'assemblée décide que les documents sociaux de CAPITAL STRATEGY S.A. seront conservés dans le délai légal au siège de la société absorbante.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales, avoir vérifié et attesté l'existence de la légalité des actes et formalités incombant à la société CAPITAL STRATEGY S.A. ainsi que du projet de fusion.

Il résulte d'un certificat émis par la société CAPITAL STRATEGY S.A. en date du 1^{er} décembre 2003 que les documents prescrits par l'article 267 (1) a), b), c), d) et e) de la loi sur les sociétés commerciales ont été tenus à la disposition des actionnaires dans le délai légal.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, les comparants prémentionnés ont tous signé avec Nous notaire le présent procès-verbal.

Signé: S. Atlan, M. Dessertenne, A. Bévière, M. Walch.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2003, vol. 141S, fol. 68, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2003.

M. Thyès-Walch.

(001069.3/233/113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

EGIS LUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 84.294.

L'an deux mille trois, le vingt-cinq novembre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

La société EGIS S.A., une société régie par le droit français, établie et ayant son siège social à Guyancourt, F-78286 Cedex,

ici représentée par:

Madame Danielle Caviglia, employée privée, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Paris (France), le 20 novembre 2003,

qui, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumis aux formalités de l'enregistrement,

agissant en qualité d'associé unique de EGIS LUX, S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 84.294.

La Société a été constituée suivant acte notarié du 29 octobre 2001, publié au Mémorial C numéro 341 du 1^{er} mars 2002.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant cession de parts sociales dressée sous seing privé, datée du 07 juillet 2003 et dont un extrait a été publié au Mémorial C numéro 979 du 23 septembre 2003.

Le comparant, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter qu'en sa capacité d'associé unique de la Société, elle a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique a décidé de supprimer purement et simplement la référence dans les statuts de la Société des deux classes de parts sociales (98 parts sociales ordinaires et 3 parts sociales privilégiées) chacune d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR).

Suite à cette suppression, l'associé unique a décidé de modifier l'article six (6) des statuts de la Société en conséquence, afin de lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille six cent vingt-cinq euros (12.625,- EUR) représenté par cent et une (101) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.»

Deuxième résolution

L'associé unique a décidé, suite à la résolution qui précède, de supprimer l'article huit (8) des statuts de la Société.

Troisième résolution

L'associé unique a décidé de modifier l'article dix-sept (17) des statuts de la Société, afin de lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 17.** Chaque année cinq pour cent (5%) des bénéfices annuels nets de la société sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital souscrit de la société.»

Sur recommandation de la gérance, l'assemblée générale des associés déterminera comment il sera disposé du montant restant du profit annuel net et peut, sans jamais excéder les montants proposés par la gérance, décider en temps opportun du versement de dividendes.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués, dans les conditions prévues par la loi, sur décision de la gérance.

Les dividendes déclarés peuvent être payés en toute devise décidée par la gérance en temps et lieu qu'il appartiendra.

La gérance peut prendre une décision finale quant au cours applicable pour traduire les montants des dividendes en la devise de leur paiement.

Un dividende déclaré mais non payé pour une part pendant cinq ans ne pourra par la suite plus être réclamée par le propriétaire d'une telle part, sera perdu pour celui-ci, et retournera à la société.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non payés qui seront détenus par la société pour le compte des propriétaires de parts.»

Quatrième résolution

L'associé unique a décidé, suite à la suppression intégrale de l'article huit (8) des statuts, de renuméroter les articles neuf (9) à dix-neuf (19) des statuts qui deviendront les articles huit (8) à dix-huit (18).

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payables par la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à huit cent cinquante euros.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: D. Caviglia, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} décembre 2003, vol. 881, fol. 41, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 18 décembre 2003.

J.-J. Wagner.

(086645.3/239/67) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2003.

EGIS LUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 84.294.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 18 décembre 2003.

J.-J. Wagner.

(086648.3/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2003.

RISQUE GESTION S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 50.730.

L'an deux mille trois, le quinze décembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire de la société établi à Luxembourg sous la dénomination de RISQUE GESTION S.A., R. C. B n° 50.730, avec siège social à Luxembourg.

La société a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 16 mars 1995, publié au Mémorial, Série C no 331 du 20 juillet 1995. Les statuts ont été modifiés suivant acte sous seing privé du 27 décembre 2001, publié au Mémorial, Série C numéro 601 du 18 avril 2002.

La séance est ouverte à dix-huit heures trente sous la présidence de Mademoiselle Martine Schaeffer, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

Madame la Présidente nomme comme secrétaire Mademoiselle Gabriele Schneider, directrice adjointe de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

L'assemblée élit scrutateurs Mademoiselle Sandra Bortolus, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont et Monsieur Pierre Schmit, directeur de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

Le bureau ainsi constitué constate que l'intégralité du capital social est représentée, ainsi qu'il résulte d'une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les membres du bureau.

Ladite liste restera annexée à la présente pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

Les actionnaires présents déclarent renoncer à une convocation spéciale et préalable, ayant reçu une parfaite connaissance de l'ordre du jour.

Le bureau constate que l'assemblée est régulièrement constituée et qu'elle peut valablement délibérer de l'ordre du jour qui est conçu comme suit:

- 1) Transformation de la société de société de participations financières (SOPARFI) en société holding type 1929.
- 2) Modification subséquente de l'article 4 des statuts sociaux.
- 3) Divers.

Après avoir délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transformer la société de société de participations financières (SOPARFI) en société holding type 1929.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'article quatre des statuts sociaux est modifié pour avoir dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 4.** La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière et encore l'acquisition de brevets et de marques de fabrique et la concession de licences, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, autorisées par et rentrant dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières (sociétés holding).»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, l'assemblée a été close à dix-huit heures quarante-cinq.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Schaeffer, G. Schneider, S. Bortolus, P. Schmit, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2003, vol. 19CS, fol. 54, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2003.

A. Schwachtgen.

(086760.3/230/57) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2003.

RISQUE GESTION S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 50.730.

Statuts coordonnés suivant l'acte numéro 1712 du 15 décembre 2003, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(086762.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2003.

KATOEN NATIE BENELUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 27, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 57.367.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 13 février 2004 à 10.30 heures, au siège social, 27, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels au 30 décembre 2002
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardivité de la tenue de l'Assemblée Générale statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux Comptes
6. Nominations statutaires
7. Divers

I (00206/000/20)

Le Conseil d'Administration.

The LiquidityPlus Fund, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1118 Luxemburg, 11, rue Aldringen.
H. R. Luxemburg B 89.370.

Die Aktionäre der The LiquidityPlus Fund, SICAV, werden hiermit zur

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 11. Februar 2004 um 16.00 Uhr am Gesellschaftssitz der Gesellschaft in Luxemburg stattfindet und über folgende Tagesordnung abstimmen wird:

Einzigster Punkt der Tagesordnung: Folgende Satzungsänderungen

Art. 1. Namensänderung. Es besteht zwischen den Zeichnern, und all denjenigen, die das Eigentumsrecht an den Aktien erwerben werden, eine Gesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft («société anonyme»), die sich als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable») qualifiziert und die Bezeichnung HMFunds (die «Gesellschaft») trägt (ehemals «The LiquidityPlus Fund»).

Art. 3. Die Gesellschaft kann alle Maßnahmen treffen und jede Tätigkeit ausüben, die ihr zur Erfüllung und Förderung ihres Gegenstands im weitesten Sinne des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen oder dessen Änderungen (das «Gesetz von 2002») nützlich erscheinen.

Art. 5. Das Mindestkapital der Gesellschaft sechs Monate nach der Eintragung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen in übertragbaren Wertpapieren (ein «OGAW») ist eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- EUR) oder den äquivalenten Betrag in Schweizer Franken.

Art. 6. 8. Abschnitt. Die Aktien sind frei von Einschränkungen in Bezug auf Übertragungs- und Zurückgehaltungsrechte zugunsten der Gesellschaft, jedoch unter der Bedingung, dass institutionelle Aktien nur an Anleger übertragen werden können, die die Eigenschaft von institutionellen Anlegern im Sinne von und gemäss Artikel 129 des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 besitzen.

Art. 16. 3. Abschnitt. Satz 2 neuer Wortlaut. Der Verwaltungsrat kann insbesondere die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente wählen, in die angelegt wird. Die Anlage in Anteile anderer OGAW und/oder OGA ist zulässig gemäß den Vorschriften des Gesetzes vom 20. Dezember 2002.

Anlagen können auch alle Wertpapiere und Geldmarktinstrumente umfassen, die an einer Wertpapierbörse eines Staates ausserhalb der EU amtlich notiert sind oder dort auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist.

Des Weiteren können die Anlagen Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen beinhalten, sofern

- die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, beantragt wird;
- die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Ausgabe erlangt wird.

Jeder Teilfonds der Gesellschaft kann, nach dem Grundsatz der Risikostreuung, bis zu 100% seines Nettovermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften oder von einem Drittstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden, vorausgesetzt, dass (i) solche Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind und (ii) in Wertpapieren aus ein und derselben Emission nicht mehr als 30% des Nettovermögens des jeweiligen Teilfonds der Gesellschaft angelegt werden.

Art. 20. Die Hauptversammlung der Aktionäre bestellt einen «zugelassenen Wirtschaftsprüfer», der die Pflichten gemäss Artikel 113 des Gesetzes von 2002 erfüllt.

Art. 23. f) neu. Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

f) Die in einem Teilfonds enthaltenen Anteile anderer OGAW und/oder OGA werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Nettoinventarwert bewertet.

Art. 27. 2. Abschnitt. 3. Satz. Gelder, die während der Liquidation an die Aktionäre auszuzahlen sind und von den Aktionären bei Liquidationsende nicht gefordert werden, werden bei der Caisse des Consignations in Luxemburg gemäss Artikel 107 des Gesetzes von 2002 hinterlegt, wo sie während der Dauer von dreissig (30) Jahren zur Verfügung der dazu berechtigten Aktionäre verwahrt werden.

Art. 29. Alle Punkte, die in dieser Satzung nicht aufgeführt sind, fallen unter die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2002.

Die Entscheidungen der ausserordentlichen Generalversammlung werden im Hinblick auf den einzigen Tagesordnungspunkt durch die 2/3 Mehrheit der anwesenden oder vertretenden und mitstimmenden Aktionäre getroffen, sofern wenigstens 50% des Aktienkapitals anwesend oder vertreten ist.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung persönlich nicht teilnehmen können, können sich gemäss Artikel 11 der Satzung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen, wenn sie eine schriftliche Vollmacht erteilen.

SUNFINEX HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 10, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 74.333.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui se tiendra le 12 février 2004 à 14.30 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilans et comptes de Profits et Pertes au 31 décembre 2002 et au 31 décembre 2003
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Réélections statutaires
6. Divers

I (00050/520/16)

Le Conseil d'Administration.

LAYER S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 36.989.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 12 février 2004 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2003
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

I (00062/795/16)

Le Conseil d'Administration.

NIKKY INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 88.539.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 13 février 2004 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

I (00092/795/14)

Le Conseil d'Administration.

PERPIGNAN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 63.470.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 13 février 2004 à 15.00 heures, au siège social, 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2003
3. Affectation du résultat

4. Décharge à donner aux administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardivité de la tenue de l'Assemblée Générale statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux Comptes
6. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur
7. Nominations statutaires
8. Divers

I (00107/000/21)

Le Conseil d'Administration.

MONASTAR, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 63.534.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 13 février 2004 à 10.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales

L'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juillet 2003 n'a pas pu délibérer sur le point 3 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra extraordinairement le 13 février 2004 délibèrera quelle que soit la portion du capital représentée.

I (00164/534/14)

Le Conseil d'Administration.

VALUE STAR, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
H. R. Luxemburg B 74.384.

Die Anteilhaber der SICAV Value Star werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 10. Februar 2004 um 17.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2003.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 3. Februar 2004 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im Januar 2004.

I (00180/673/25)

Der Verwaltungsrat.

FPM FUNDS, SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
H. R. Luxemburg B 80.070.

Die Anteilhaber der SICAV FPM Funds werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 10. Februar 2004 um 10.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2003.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 3. Februar 2004 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im Januar 2004.

I (00181/673/25)

Der Verwaltungsrat.

DYNAMIC FUNDS, SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1115 Luxemburg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

H. R. Luxemburg B 81.617.

Die Anteilhaber der SICAV Dynamic Funds werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 10. Februar 2004 um 9.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2003.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Änderung der Verwaltungsratsbesetzung.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 3. Februar 2004 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im Januar 2004.

I (00182/673/26)

Der Verwaltungsrat.

KATOEN NATIE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 27, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 68.324.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 13 février 2004 à 10.00 heures, au siège social, 27, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2002
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardivité de la tenue de l'Assemblée Générale statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux Comptes
6. Nominations statutaires
7. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
8. Divers

I (00205/000/21)

Le Conseil d'Administration.

DWS FUNDS, SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1115 Luxemburg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
H. R. Luxemburg B 74.377.

Die Anteilhaber der SICAV DWS Funds werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 10. Februar 2004 um 16.30 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2003.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 3. Februar 2004 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im Januar 2004.

I (00183/673/25)

Der Verwaltungsrat.

KN HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxemburg, 59, boulevard Royal.
R. C. Luxemburg B 34.831.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 13 février 2004 à 11.00 heures, au siège social, 59, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des comptes consolidés, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et des comptes consolidés au 30 décembre 2002
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardivité de la tenue de l'Assemblée Générale statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux Comptes
6. Nominations statutaires
7. Divers

I (00207/000/20)

Le Conseil d'Administration.

DWS FlexPension, SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1115 Luxemburg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
H. R. Luxemburg B 94.805.

Die Anteilhaber der SICAV DWS FlexPension werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 10. Februar 2004 um 12.30 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2003.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 3. Februar 2004 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im Januar 2004.
I (00184/673/25)

Der Verwaltungsrat.

DB FUNDS, SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1115 Luxemburg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
H. R. Luxemburg B 38.660.

Die Anteilhaber der SICAV DB Funds werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 10. Februar 2004 um 15.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2003.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 3. Februar 2004 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im Januar 2004.
I (00185/673/25)

Der Verwaltungsrat.

ING PRIVATE EQUITY SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 52, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 81.366.

The Extraordinary General Meeting that was convened on the 7th of January 2004 could not deliberate legitimately because the quorum required by the article 67-1 of the law of the 10th August 1915 relative to commercial companies was not reached. Consequently, the shareholders of ING PRIVATE EQUITY SICAV (the «Company») are convened to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company that will be held at the offices of ING LUXEMBOURG, 46-48, route d'Esch in L-2965 Luxembourg, on February 9, 2004 at 15.45 p.m. in order to decide on the following proposal of amendments of the Articles of Incorporation:

Agenda:

1. The proposed modification of article 3 consists in replacing the reference to the law of March 30, 1988 by a reference to Part II of the law of December 20, 2002 regarding collective investment undertakings and submit the Company to such provisions.
2. The proposed modification of article 5 paragraph 3 consists in replacing the reference to the minimum capital denominated in LUF by a reference to the minimum capital denominated in EUR.
3. The proposed modification of article 20 consists in replacing the reference to the law of March 30, 1988 by a reference to the law of December 20, 2002 regarding collective investment undertakings.
4. The proposed modification of article 27 consists in replacing the reference to the law of March 30, 1988 by a reference to the law of December 20, 2002 regarding collective investment undertakings.
5. The proposed modification of article 28 consists in replacing the reference to the law of March 30, 1988 by a reference to the law of December 20, 2002 regarding collective investment undertakings.
6. The proposed modification of the article 30 consists in replacing the reference to the law of March 30, 1988 by a reference to the law of December 20, 2002 regarding collective investment undertakings.

In order to be valid, proxies must be sent to and received by ING LUXEMBOURG, Fund Administration Dpt, Legal and Domiciliary Services, at least five clear days before the Meeting. All shares being issued in registered form will be blocked as from the date of reception of the relevant proxies until the meeting has been held.

The Meeting may deliberate upon issues on the agenda legitimately no matter how much capital is present or represented. Decisions shall be taken by a two third majority of the votes that are present or represented.

II (00027/755/33)

The Board of Directors.

SPRING MULTIPLE 2000 A S.C.A., Société en commandite par actions Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 75.778.

Le Gérant Commandité a l'honneur de convoquer Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 février 2004 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Gérant Commandité, du Conseil de Surveillance et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2003, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner au Gérant Commandité, au Conseil de Surveillance et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2003.
4. Divers.

SPRING MULTIPLE, S.à r.l.

Gérant Commandité

II (00012/1023/17)

SPRING MULTIPLE 2000 S.C.A., Société en Commandite par Actions Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 74.990.

Le Gérant Commandité a l'honneur de convoquer Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 février 2004 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports de la Gérance, du Conseil de Surveillance et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2003, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner au Gérant Commandité, au Conseil de Surveillance et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2003.
4. Divers.

SPRING MULTIPLE, S.à r.l.

Gérant Commandité

II (00013/1023/17)

SPRING MULTIPLE 2000 B S.C.A., Société en Commandite par Actions Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 75.779.

Le Gérant Commandité a l'honneur de convoquer Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 février 2004 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Gérant Commandité, du Conseil de Surveillance et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2003, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner au Gérant Commandité, au Conseil de Surveillance et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2003.
4. Divers.

SPRING MULTIPLE, S.à r.l.

Gérant Commandité

II (00014/1023/17)

TAHC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 84.020.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 février 2004 à 11.00 heures à Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des rapports du conseil d'administration et du commissaire
2. Discussion et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2003
3. Vote sur la décharge des administrateurs et du commissaire
4. Affectation du résultat
5. Nominations statutaires
6. Divers

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale devra en aviser la société au moins cinq jours francs avant l'assemblée.

Aucun quorum n'est requis pour la tenue de cette assemblée. Les décisions de l'assemblée seront prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

II (00121/000/21)

Le Conseil d'Administration.

AGAPE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 83.716.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 février 2004 à 10.00 heures à Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des rapports du conseil d'administration et du commissaire
2. Discussion et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2003
3. Vote sur la décharge des administrateurs et du commissaire
4. Affectation du résultat
5. Nominations statutaires
6. Divers

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale devra en aviser la société au moins cinq jours francs avant l'assemblée.

Aucun quorum n'est requis pour la tenue de cette assemblée. Les décisions de l'assemblée seront prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

II (00122/000/21)

Le Conseil d'Administration.

PALANDIS INVESTMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 41.906.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 février 2004 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2003.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
5. Divers.

II (05301/795/16)

Le Conseil d'Administration.

SPITAR HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 73.220.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on *February 9, 2004* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The Annual General Meeting of December 8, 2003 could not deliberate in due form on this item of the agenda as the quorum required by law was not attained.

II (05264/795/14)

The Board of Directors.

FRAZIL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 34.908.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *9 février 2004* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 8 décembre 2003 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (05265/795/14)

Le Conseil d'Administration.

JANEK HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 23, avenue Monterey.
H. R. Luxemburg B 15.356.

Die Aktieninhaber sind hiermit eingeladen, der

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG,

die am *9. Februar 2004* um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung, stattfindet, beizuwohnen:

Tagesordnung:

Beschlussfassung über die mögliche Auflösung der Gesellschaft gemäss Artikel 100 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Gesellschaften.

Die Generalversammlung vom 8. Dezember 2003 hatte keine Beschlussfähigkeit über diesen Punkt der Tagesordnung, da das vom Gesetz vorgeschriebene Quorum nicht erreicht war.

II (05266/795/14)

Der Verwaltungsrat.

FONIK S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 34.523.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *9 février 2004* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 9 décembre 2003 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (05299/795/14)

Le Conseil d'Administration.

KARLAN INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 30.406.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *February 3, 2004* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at June 30, 2003.
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor.
4. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.
5. Miscellaneous.

II (05302/795/16)

The Board of Directors.

ABBASTANZA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 50.367.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *3 février 2004* à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

II (05303/795/14)

Le Conseil d'Administration.

FUN INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 33.811.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *2 février 2004* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2003.
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
5. Divers.

II (05304/795/15)

Le Conseil d'Administration.

MARVET INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 36.808.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *2 février 2004* à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2003.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

II (05305/795/14)

Le Conseil d'Administration.

MARCO BELUSA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 88.080.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 4 février 2004 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

II (05306/795/14)

Le Conseil d'Administration.

ARBEL INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 36.797.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on February 3, 2004 at 3.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at September 30, 2003.
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor.
4. Miscellaneous.

II (05307/795/14)

The Board of Directors.

HELKIN INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 36.799.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 4 février 2004 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2003.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

II (05308/795/14)

Le Conseil d'Administration.

WIARG INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 36.815.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on February 3, 2004 at 4.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2003.
3. Ratification of the co-option of a Director.
4. Discharge of the Directors and Statutory Auditor.
5. Miscellaneous.

II (05309/795/15)

The Board of Directors.

KSM PARTICIPATIONS MOBILIERES ET IMMOBILIERES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 94.138.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 février 2004 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

II (05310/795/14)

Le Conseil d'Administration.

GLOBAL BRANDS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1330 Luxembourg, 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 70.673.

The Shareholders are hereby invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held at the registered office at 1.00 p.m., on 2nd February, 2004 with the following agenda:

Agenda:

1. To receive the reports of the Directors and of the Auditor for the years ending 31st December 2002 and 31st December 2003.
2. To approve the annual accounts for the years ending 31st December 2002 and 31st December 2003.
3. Appropriation of results.
4. Discharge to the Directors and the Auditor with respect to their duties during the years ending 31st December 2002 and 31st December 2003.
5. Resolution on motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.
6. Reelection of the auditor.
7. Miscellaneous.

II (05419/520/20)

The Board of Directors.

ERDAN S.A., Société Anonyme Holding.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 11.812.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on February 11th, 2004 at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of the company's name from ERDAN S.A. to ERDAN HOLDING S.A., amendment of the company's duration up to an unlimited duration and subsequent amendment of article 1 of the company's articles of incorporation.
2. Addition of the following paragraphs to article 1 of the company's articles of incorporation and subsequent modification of the said article:
«Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board.
In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred, or are imminent, which might impair the normal activities of the Registered office or easy communication between such office and foreign countries, the Registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances.
Such temporary measures shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding such temporary transfer of the Registered office, still remains of Luxembourg nationality.»
3. Replacement of article 5 of the company's articles of incorporation by the following articles:
«**Art. 5.** With the exception of the acts reserved to the general meeting of shareholders by law or by the Articles of Incorporation, the Board of Directors may perform all acts necessary or useful to the achievement of the purposes of the company. The Board of Directors may not deliberate or act validly unless a majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telex or telefax, being permitted.

In case of emergency, the directors may cast their vote by letter, telex or telefax. Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effects as resolutions adopted at the directors' meetings. Resolutions of the Board of Directors shall be adopted by majority vote.»

«**Art. 6.** The Board of Directors may delegate all or part of its powers relating to the daily management and the representation of the company in relation with this management to one or several directors, officers, managers or other agents, being shareholders or not.

The delegation to a member of the Board of Directors is submitted to prior authorization of the general meeting. The company is bound by the sole signature of the Board of Director's delegate or by the joint signature of two directors.»

«**Art. 7.** Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the company by the Board of Directors represented by its chairman or its managing director».

4. Suppression of article 7 of the company's article of incorporation regarding the pledge of a share on behalf of the directors and statutory auditors.
5. Suppression of article 10 of the company's article of incorporation regarding the deposition of shares prior to the meeting of shareholders.
6. Modification of article 12 of the company's articles of incorporation to read as follows:
«The Board of Directors may decide to pay interim dividends within the limits and conditions fixed by law.»
7. Modification of article 13 of the company's articles of incorporation to read as follows:
«All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of August 10th, 1915, as amended on commercial companies, the law of July 31, 1929, on Holding Companies.»
8. Subsequent renumbering of the articles of incorporation and entire rewriting of the company's articles of incorporation.
9. Miscellaneous.

The Extraordinary General Meeting of December 15, 2003 could not deliberate in due form on this item of the agenda as the quorum required by law was not attained.

II (05298/795/54)

The Board of Directors.

JACOB, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 66.355.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2003, réf. LSO-AL06060, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 6 janvier 2004.

FIDUCIAIRE VIC COLLE & ASSOCIES, S.à r.l.

Signature

(001180.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

DISTRICAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 23.913.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2003, réf. LSO-AL05737, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2004.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(001250.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.